

SOMMAIRE

EDITORIAL: L'aube d'un monde nouveau? 1

SOCIÉTÉ ET DÉVELOPPEMENT

- F. FUNGA: Enseignement secondaire privé 3
B. AMULI: L'enfant rwandais face à l'enseignement primaire et secondaire 17

EGLISE D'ICI ET D'AILLEURS

- Evêques Catholiques: Lettres pastorales (extraits) 25
C. KABAYIZA: Coup d'oeil sur l'Eglise 34
Th. GATWA: Perestroïka et Glasnost, une dynamique qui interpelle les Eglises 43
C. LOMBRISER: Comment peut-on être païen? 54
G.-M. DION: Un Nouveau Testament... tout nouveau 67

CARNET: Janvier-Février 1990 81

A TRAVERS LIVRES ET REVUES

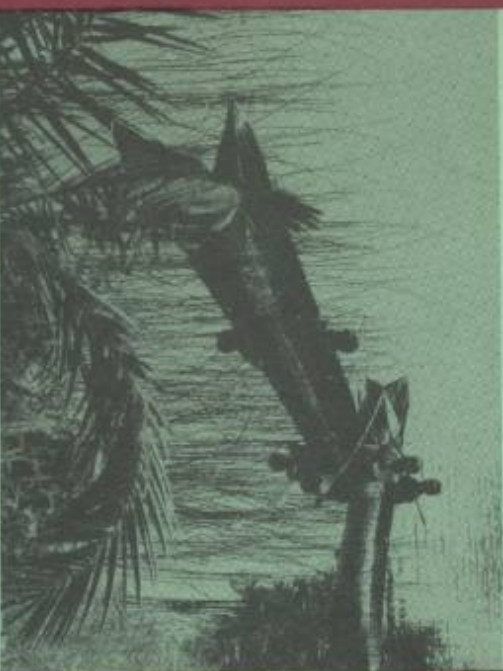
- M. DONNET: "Perestroïka" de Mikhaïl GORBATCHEV 91
M. d'HERTEFELT: "Herrscher über tausend Hügel" de Anna-Maria BRANDSTETTER 95
G. THEUNIS: "Le désenchantement de la Coopération" de Alain HANSEN 102

COURRIER DES LECTEURS

- L. NDIKUBWIMANA: Pourquoi toujours le Mwami? 105
R. DELPORTE: Pour de vrais synodes publics 106
E. ERNOTTE: Gatagara: il y a trente ans 107
L. LEBRUN: Les décorations 109



L'AUBE D'UN MONDE NOUVEAU?



- Lettres pastorales des Evêques
- Perestroïka et Glasnost, une dynamique qui interpelle....
- Enseignement secondaire privé
- Coup d'oeil sur l'Eglise

DIALOGUE

N° 140
Mai-juin
1990

ONT COLLABORE A CE NUMERO

Guy THEUNIS: Missionnaire d'Afrique (Père Blanc), Secrétaire de Rédaction à la Revue DIALOGUE, Kigali

François FUNGA: Agent de l'Union des Banques Populaires du Rwanda, Kigali

Bob AMULI: Enseignant à l'Ecole Sociale de Byumba, Byumba

Calixte KABAYIZA: abbé, étudiant à Trois-Rivières, Québec, Canada

Tharcisse GATWA: Secrétaire Exécutif de la Société Biblique au Rwanda, Kigali

Kigali

Claude LOMBRISER: Dominicain, Clion/Ilanz, Suisse

Gilles-Marius DION: Dominicain, Responsable de la Communauté Chrétienne de Biryogo, Kigali

Michel DONNET: Prêtre "Fideli Domini", Paroisse Sainte Famille, Kigali

Marcel d'HERTEFELT: Musée Royal de Tervuren, Belgique

L. NDIKUBWIMANA: Etudiant, Bruxelles, Belgique

Raymond DELPORTE: Trappiste, Kikwit, Zaïre

E. ERNOTTE: Chanoine, Administrateur des "Amis de Gatagata", Liège, Belgique

Luc LEBRUN: Bruxelles, Belgique

Photo couverture: Université Radiophonique de Gitega

DIALOGUE

EDITEUR: ASBL DIALOGUE

B.P. 572 KIGALI/RWANDA Tél.: 74178

SECRETAIRE DE REDACTION: Guy THEUNIS

REDACTEUR: Joseph NTAMAHUNGIRO

SECRETAIRE-DACTYLOGRAPHIE: Enos NSHIMIYIMANA

COMITE DE REDACTION:

Thaddée BAGARAGAZA - Augustin BASEBYA - Michel DONNET -

François FUNGA - Straton GAKWAYA - Déogratias HITIMANA - André

KAMEYA - Antoine MUGESERA - Jeannette MUKASAFARI - François

Xavier MUNYARUGERERO - Jean-Baptiste NGIRABACU - Isabelle NI-

BAKURE - Jean Darnasène NTAKIRUTIMANA - Yvon POMERLEAU -

Odette UBONABENSHI.

TIRAGE: 2.000 exemplaires.

Editorial

L'AUBE D'UN MONDE NOUVEAU?

Nul n'ignore les événements qui se sont passés récemment dans de nombreux pays de l'Europe de l'Est. Ces événements, nous ne pouvons négliger de les analyser, même si la situation dans les pays d'Afrique est différente.

Un point de départ du changement fut la politique de Perestroïka et de Glasnost de l'URSS qui, comme il est écrit dans ce numéro, ne peut nous laisser indifférents. Mais comment ce qui se passe en Europe orientale nous touche-t-il directement?

Certains craignent que les pays d'Occident, devant les appels de l'Est, ne modifient profondément leur politique vis-à-vis des pays de l'hémisphère sud.

Cela n'est nullement impossible. Depuis quelques années déjà, les entreprises privées de pays occidentaux ont commencé à désinvestir en Afrique, pour se tourner vers d'autres contrées. Elles en donnent plusieurs raisons qu'il nous serait trop long d'analyser ici. Les gouvernements s'engageront-ils dans la même voie?

Un diplomate en poste à Kigali me disait récemment: "nos pays d'Occident devraient exiger des pays d'Afrique ce qu'ils demandent aux pays d'Europe de l'Est, avant de leur accorder des aides: qu'il y ait liberté d'opinion et d'expression, débat démocratique dans la société, et plusieurs partis politiques, les uns contrôlant l'action des autres".

Des Etats africains connaissent aussi actuellement des remous. Ceux-ci sont-ils liés à ce qui se passe en Europe de l'Est ? D'aucuns l'affirment. Peut-être est-il trop tôt pour le savoir avec certitude.

En tout cas, d'un côté comme de l'autre, on assiste à des transformations. Celles-ci aideront-elles à l'avènement d'un monde nouveau ? D'un côté comme de l'autre, il y a des exigences de démocratie. N'est-ce pas heureux ? D'ailleurs développement et démocratie ne vont-ils pas de pair ?

Guy THEUNIS.



DU NOUVEAU A KIGALI !
MAGASIN DU PRET-A-PORTER

AU COIN DU CHIC

UNE GAMME ENTIEREMENT RENOUVELLEE
PANTALONS, CHEMISES,
DE LA CHAUSSETTE A L'ENSEMBLE.

UTEXRNA-KIGALI
TOUT Y EST DISPONIBLE

LA SEULE ADRESSE A KIGALI, CAPABLE DE VOUS
HABILLER DE PIED EN CAP SANS DELASTER VOTRE POCHE.
POUR LA QUALITE, FAITES-NOUS CONFIANCE.

AU COIN DU CHIC

AVENUE DU COMMERCE - A COTE DU BATA -
QUARTIER COMMERCIAL

Société et développement



Comment est né l'enseignement secondaire privé ? Comment a-t-il évolué ? Quel est son avenir ? Voilà quelques unes des questions auxquelles répond cet article qui arrive bien à propos.

ENSEIGNEMENT SECONDAIRE PRIVE

Le 5 novembre 1989, au Collège Saint-André, en présence du Ministre de l'Enseignement Primaire et Secondaire, s'est tenue la 4e réunion des Représentants de 58 établissements d'Enseignement Secondaire Privé. A cette occasion, les participants ont posé les premiers jalons de la Fédération Rwandaise de l'Enseignement Privé (FREP), par la signature de ses statuts, et l'élection du comité fédéral de 6 membres. Les statuts ont été, peu après, déposés au Ministère de la Justice pour l'obtention de la personnalité civile. La prochaine étape sera consacrée à l'élaboration d'une convention entre la dite Fédération et le Ministère de tutelle.

Au début de l'année scolaire 1989-90, l'Enseignement Secondaire Privé comptait 83 établissements dont 16 seulement délivrent des diplômes reconnus par le Ministère de l'Enseignement Primaire et Secondaire. Comment ces écoles sont-elles nées ? Quels obstacles rencontrent-elles ? Quel avenir s'offre-t-il devant elles ? C'est à ces interrogations que nous allons tenter de répondre, compte tenu des renseignements disponibles.

CREATION TARDIVE

Au 1er juillet 1962, jour du recouvrement de l'Indépendance Nationale, le pays comptait 40 établissements d'Enseignement Secondaire : 8 écoles officielles, 26 écoles libres subsidiées et 6 séminaires. Toutes ces écoles sont gérées par des Associations Religieuses qui nomment les directeurs, lesquels à leur tour, recrutent les professeurs et sélectionnent les élèves. L'année scolaire 1962-63 marque un changement capital : l'Etat recrute les professeurs et sélectionne les élèves sur base d'un concours national pour tous les établissements, à l'exception des séminaires qui gardent leur statut d'école privée.

Au cours des années, l'accès à l'Enseignement Secondaire s'avère de plus en plus difficile par suite de la double vacation au premier cycle de l'Enseignement Primaire et du système d'internat au niveau du secondaire.

Introduite en 1962-63, la double vacation confie à un seul maître deux classes par jour d'environ 60 écoliers chacune. Le système fonctionne par tolérance, et à titre exceptionnel, mais cela dure depuis 28 ans! Ainsi, le nombre d'écoliers dans les 3 premières années s'accroît rapidement, et par voie de conséquence, le nombre des candidats (élèves de 6e année) au secondaire. De 9.054 candidats en 1962-63, ils sont 21.560 en 1967-68, et 50.695 en 1978-79.

Le système d'internat freine l'accroissement de la capacité d'accueil des établissements d'Enseignement Secondaire. En effet, chaque établissement ne peut recevoir des élèves que dans la mesure où il dispose de places pour les loger. De plus, il faut bien les nourrir. Partant, une part importante du budget alloué

Evolution du taux d'admission au secondaire (Etablissements publics et libres subsidiés)

Année scolaire	Ecoliers inscrits en 6e primaire	Admis au secondaire, concours fin d'année	Taux (en %) d'admission
1961-62	7.006	1.054	15,04
1962-63	9.504	1.240	13,05
1963-64	12.714	3.082	24,24
1964-65	13.991	1.918	13,71
1965-66	13.663	1.753	12,83
1966-67	16.462	2.051	12,46
1967-68	21.560	1.884	8,74
1968-69	28.159	2.145	7,62
1969-70	31.608	2.066	6,54
1970-71	34.298	1.798	5,24
1971-72	36.568	2.145	5,86
1972-73	38.402	2.357	6,14
1973-74	40.166	2.318	5,77
1974-75	40.501	2.793	6,90
1975-76	44.779	2.606	5,82
1976-77	45.096	2.575	5,71
1977-78	42.640	2.722	6,38
S/TOTAL	477.117	36.507	7,65

Année scolaire	Ecoliers inscrits en 8e année pris.	Admis au secondaire, concours fin d'année	Taux (en %) d'admission
1978-79	-	-	-
1979-80	45.965	4.011	8,73
1980-81	44.899	3.294	7,33
1981-82	47.296	3.620	7,65
1982-83	45.767	3.368	7,36
1983-84	48.655	3.309	6,80
1984-85	51.435	3.850	7,48
1985-86	56.513	5.135	9,08
1986-87	59.008	5.762	9,76
1987-88	59.693	6.693	11,21
1988-89	-	-	-
S/TOTAL	455.231	39.042	8,50 %

Source : MINEPRISSEC, Statistiques scolaires, 1961-62 à 1987-88
Kinshasa, n° 1207, Uvuvakira 1989.

N.B. 1978-79-80 : Période de transition de la Réforme de 6 à 8 ans.
Le taux a été calculé par nous-mêmes
L'accroissement régulier des effectifs depuis 1984-85 est dû à l'introduction progressive du régime d'externat

à l'Enseignement Secondaire est consacrée aux dépenses de fonctionnement. Malgré la création de 25 établissements au cours de la période 1962-1980, le nombre de places disponibles en première année du secondaire n'a pas atteint 2.800, alors que le nombre de candidats n'a cessé d'augmenter. Ainsi s'explique la baisse du taux d'admission au secondaire de 24 % en 1964-65 à 5,4 % en 1978-79 (cfr tableau annexe 1).

Pour faire face à cette situation, vont se créer des Associations de Parents dont l'objectif essentiel est la promotion de l'Éducation et de la Culture. L'accroissement de la demande sociale, dû à la pression démographique, à la soif des jeunes pour le savoir, au souci des parents d'assurer la formation de leurs enfants, n'est pas maîtrisé pour autant.

● EVOLUTION RAPIDE ET STATUT DES ECOLES

On connaissait déjà le Groupe Scolaire de Gitwe, fondé en 1968, l'Institut John Wesley de Kibogora (1974), l'I.F.A.K (Institut de Formation Apostolique de Kimihurura)... écoles dont la caractéristique commune est d'avoir été fondées par des Associations Religieuses.

A partir de l'année scolaire 1981-82, la création des écoles privées s'accélère par l'intervention des Associations des Parents d'élèves. Les statistiques de l'enseignement relèvent, en 1981-82, 15 établissements d'enseignement secondaire privés peuplés de 4.478 élèves. Six ans plus tard, l'année scolaire 1987-88 enregistre 10.139 élèves répartis dans 55 établissements. Compte tenu du fait que 13 établissements n'ont pas transmis au Ministère de tutelle les rapports de rentrée, ce nombre d'élèves est sous-estimé. Avec les données provisoires de l'année scolaire 1988-89, la répartition des effectifs est la suivante :

Type d'Enseig.	1987-88	%	1988-89	%
Public	20.743	67,2	23.363	65,2
Privé reconnu	2.668	8,6	2.728	7,6
Privé non reconnu	7.471	24,2	9.740	27,2
TOTAL	30.882	100	35.831	100

Le tableau permet de visualiser le poids relatif des écoles privées, et la différence de statuts entre elles. Dans l'ensemble, en 1988-89, l'enseignement privé représente 34,8 % de l'effectif global.

La différence de statut concerne plutôt les diplômes délivrés que les établissements eux-mêmes. Le diplôme délivré par un établissement reconnu a la même valeur que celui de l'enseignement public et donne accès à l'emploi, aux études supérieures et universitaires. Le porteur d'un diplôme délivré par une école non reconnue, doit se présenter au Jury Central s'il veut disposer d'un parchemin de même valeur que celui de l'Enseignement public.

● ORIENTATIONS ACTUELLES ET MARCHE DE L'EMPLOI

Le nombre des établissements et des élèves de l'enseignement privé s'accroît rapidement comme en témoigne le tableau ci-dessous. Au delà de la formation attendue, quel type de marché de l'emploi est-il visé ? La répartition en 1987-88 des effectifs par option pourrait fournir des indications.

OPTIONS	PUBLIC	PRIVE	
		RECONNU	NON RECONNU
Enseig. Général	38,7 %	73,2 %	40,54 %
Enseig. normal	31,7 %	23,1 %	27,83 %
Enseig. technique et professionnel	29,6 %	3,7 %	31,63 %
TOTAL	100 %	100 %	100 %

L'enseignement privé reconnu compte 10 établissements, dont 6 séminaires, qui totalisent 1.742 élèves (soit 65,3 % de l'effectif global pour l'option latin-sciences et latin-langues modernes). Ainsi s'explique la prépondérance de l'option "Enseignement général". Dans l'enseignement public et privé non reconnu, les proportions sont très proches.

L'Enseignement technique et professionnel représente moins de 1/3 des effectifs. Il coûte généralement plus cher que l'enseignement général ou normal. Pour cette raison, les écoles techniques sont moins nombreuses.

De plus, les secteurs d'activité économique ne sont pas assez différenciés et spécialisés pour pousser les Associations à la création d'écoles techniques. L'enseignement privé semble donc calqué non seulement sur les programmes, mais encore sur les options de l'enseignement public. Les lauréats de ces écoles vont donc se trouver sur le marché de l'emploi sans spécialisation particulière pour l'embauche. En attendant la concurrence sur le marché de l'emploi, l'enseignement privé doit faire face à des problèmes immédiats.

EXPANSION DES ECOLES ET RESSOURCES FINANCIERES ET HUMAINES

L'expansion des établissements d'enseignement privé ne va pas sans difficultés. Pour démarrer, l'école doit se doter d'au moins 4 salles de classes, 3 bureaux pour le personnel administratif (direction, secrétariat...).

Même si une paroisse ou une commune met à sa disposition des locaux, leur affectation ne peut être que provisoire. Dans tous les cas, l'école doit disposer d'un minimum de professeurs pour dispenser les cours prévus au programme, lequel doit se conformer obligatoirement à celui de l'enseignement public de même option. Les ressources humaines et financières vont donc déterminer le rythme d'expansion de l'enseignement privé.

RESSOURCES FINANCIERES

Lors de la création de l'école privée, la source principale de financement est constituée par les cotisations des membres fondateurs. Le montant de la cotisation est d'autant plus élevé que le nombre de membres est petit et inversement, car il faut bien disposer des fonds nécessaires aux investissements de démarrage.

Actuellement la cotisation varie de 10.000 à 40.000 FRw. Comme le revenu monétaire est davantage concentré en ville, et spécialement à Kigali, les écoles privées se développent sans trop de difficultés en milieu urbain, encore que tout le monde n'est pas nécessairement à même de payer ces cotisations.

En milieu rural, où l'économie d'auto-subsistance nourrit à peine son homme, la création d'une seule école demanderait peut-être le concours de toute la population de la commune...

A l'ouverture de l'école, les frais de scolarité payés par les élèves devraient assurer le payement des salaires du personnel enseignant et administratif, ainsi que les investissements d'extension de l'établissement... Ce n'est donc pas par hasard que le montant des frais varie de 30.000 à 45.000 FRw par an et par élève, sans compter la pension.

RESSOURCES HUMAINES

Toute école privée ne pourra se maintenir et se développer que dans la mesure où elle gardera la confiance de ses fondateurs et des élèves, c'est-à-dire à condition de délivrer des diplômes homologués par l'Etat.

Pour atteindre cet objectif, le recrutement d'un personnel enseignant suffisant en quantité et en qualité est une condition sine qua non. La tâche n'est pas facile.

Sur le marché de l'emploi, l'enseignement privé est en concurrence avec l'enseignement public et d'autres secteurs d'activités. En libre concurrence, c'est à celui qui offre les meilleures conditions de travail - meilleur salaire, plus de chance de stabilité et de promotion - que s'adressent les meilleurs candidats. La lutte est d'autant plus serrée que les diplômés d'université sont, en priorité, engagés par l'Etat dans le secteur public.

Actuellement, les besoins en personnel qualifié sont pressants dans l'enseignement secondaire tant public

que privé. A titre d'exemple, voici les données de l'années scolaire 1987-88 :

ENSEIGNEMENT	ENSEIGNANTS	QUALIFIES	%
Public	1.482	1.005	67,8
Privé reconnu	178	136	76,4
Privé non-reconnu	405	291	71,8
TOTAL	2.065	1.432	69,3

L'extension d'anciens établissements et la création de nouvelles écoles vont sans doute accroître les besoins en personnel qualifié sans que l'offre réponde à cette demande. Ainsi, à la rentrée scolaire 1988-89, l'enseignement privé non reconnu (et recensé au Ministère) a recruté 40 unités supplémentaires, passant de 291 à 331 enseignants qualifiés. L'effectif total étant de 496, le taux de qualification est de 66,7 %, en baisse de 5,1 % par rapport à l'année précédente.

Selon les statistiques de l'Enseignement de 1987-88, des 291 enseignants du secondaire privé non reconnu, 154 (52,9 %) sont des étrangers. Manifestement, la dépendance de l'extérieur se passe de commentaire. Une amélioration significative des conditions de travail chez les voisins, suffirait pour vider nos écoles !!!

Les problèmes de ressources humaines et financières concernent, mais à des degrés divers, tous les établissements d'enseignement privé; cependant ce ne sont pas les seuls obstacles à surmonter. Dans la plupart des écoles, la quasi totalité des élèves sont externes, et en conséquence se posent pour eux les problèmes de logement, de restauration, de

déplacement, des conditions d'étude individuelles et de devoir à domicile, sans oublier l'encadrement moral de ces jeunes gens. Chacun de ces points mériterait, à lui seul, un article de plusieurs pages...

● APPORT DE L'ENSEIGNEMENT PRIVE

Malgré tant de difficultés, l'école secondaire privée a contribué à l'élargissement de la voie d'accès à l'enseignement secondaire, à la destruction du mythe du régime d'externat que de nombreux Rwandais croyaient essentiel à la réussite des études. Il faut ajouter que la représentativité des filles y est très avancée : en 1987-88, elles sont 3.857 (51,6 %) et en 1988-89, 5.035 (51,7 %) contre 4.705 garçons.

La tendance semble se maintenir, et ce pourcentage correspond à leur poids démographique. Pour cette importante contribution, les promoteurs de cet enseignement méritent beaucoup d'encouragement et de soutien, soutien que les pouvoirs publics ne manquent d'ailleurs pas de leur assurer.

● NOUVELLES CHARGES POUR LES POUVOIRS PUBLICS

Cet accroissement du nombre d'écoles et d'élèves de l'enseignement secondaire privé, crée, pour les pouvoirs publics, de nouvelles charges. Certes, l'article 177 du Règlement Général de l'Enseignement Primaire et Secondaire stipule que "L'inspection des établissements privés dont les diplômes sont reconnus officiellement, est faite par un conseiller pédagogique national. Celui-ci vérifie si l'enseignement correspond à celui des établissements publics". Ne faudrait-il pas assurer l'inspection pédagogique dans toutes les écoles privées ouvertes sur autorisation du Ministère de tutelle ? Au cours de l'année scolaire 1988-89, l'enseignement privé non reconnu comptait

9.740 élèves, soit 27,2 % des effectifs inscrits dans toutes les écoles, publiques et privées confondues. Ces jeunes sont loin d'être quantité négligeable.

Dans la mesure où ces écoles privées concourent à la formation des jeunes candidats à l'emploi et à l'enseignement supérieur, n'est-il pas utile et nécessaire de les intégrer dans la planification globale des ressources humaines et dans la politique générale de l'Education Nationale ? A notre avis, il est plus que temps.

S'il est vrai que l'enseignement privé contribue à la solution du problème de la demande sociale d'enseignement, il est aussi certain qu'il crée inévitablement d'autres problèmes sociaux, surtout sur le marché de l'emploi et l'accès à l'enseignement supérieur et universitaire. Le pays souffre du chômage à peine déguisé d'un bon nombre d'analphabètes, il n'y a aucun intérêt d'y ajouter des chômeurs mal formés ou diplômés d'humanités.

Manifestement, la société rwandaise se trouve confrontée à de nouvelles contraintes sur le plan social. De là apparaît la tâche urgente de la Fédération Rwandaise de l'Enseignement Privé (FREP) de collaborer avec le Ministère de l'Enseignement Primaire et Secondaire pour trouver des solutions appropriées aux problèmes nés du développement de l'enseignement privé.

Pour mieux assurer les débouchés aux lauréats de l'enseignement privé, la FREP devrait également collaborer avec les Ministères du Plan, de la Fonction Publique et de l'Emploi, de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique. A cet effet, le cadre global devrait faire l'objet d'une convention entre les parties intéressées.

Nous avons vu plus haut que l'externat est l'un des facteurs qui ont facilité l'expansion de l'enseignement privé mais qu'il suscite des difficultés parfois

insurmontables en matière de logement, de restauration, de déplacement, etc. A l'heure où il est question de réexaminer la Réforme Scolaire en cours, et de généraliser le système d'externat, deux propositions peuvent être prises en considération :

1. REAMENAGEMENT DE L'HORAIRE DES COURS

Actuellement, l'horaire hebdomadaire est de 36 heures; un examen minutieux de l'importance relative de chaque matière inscrite au programme permettrait de ramener l'horaire à 32 heures par semaine. En conséquence, les cours seraient terminés chaque jour, au plus tard à 13 heures. Tous les élèves profiteraient de la lumière naturelle et gratuite pour faire les devoirs à domicile, et revoir les cours de la journée.

2. LE PREMIER CYCLE DES HUMANITES DANS CHAQUE COMMUNE

Il s'avère que la généralisation de l'externat a pour effet une forte compression des charges jusqu'ici supportées par l'Etat par simple transfert sur les parents d'élèves. Or, la plupart des parents, surtout ceux du milieu rural, ne disposent pas d'assez de revenus pour couvrir toutes les dépenses exigées par l'externat.

Par ailleurs, la contribution des Communes aux frais de scolarité des enfants de familles pauvres, voire indigents, est plutôt maigre, car certaines Communes paient à peine leur personnel. La meilleure solution est d'alléger effectivement les charges pour tout le monde.

La solution à moyen et long terme consisterait en l'élaboration d'un plan de création d'écoles

d'enseignement secondaire de telle sorte que chaque Commune dispose, au moins, des 2 premières années d'un établissement secondaire. La suppression des 7^e et 8^e années primaires actuelles libérerait des locaux pour la 1^{re} année du secondaire. Ensuite, les travaux communautaires - à condition d'être repensés - seraient mis à contribution pour la construction de nouvelles classes. Reste le problème du personnel enseignant : les titulaires des 8^e années actuelles seraient directement affectés au secondaire.

L'avantage du système est de réduire au minimum les charges de logement, de restauration, et de déplacement. Certes, tous les enfants de la même commune ne seraient pas à même de rentrer tous les jours en famille, mais le plus grand nombre y trouvera beaucoup de facilités. A moyen et à long terme, c'est la meilleure stratégie pour démocratiser l'enseignement secondaire rwandais. La réalité est beaucoup plus complexe; il appartient aux autorités compétentes d'y porter une attention particulière.

Il ressort de ces lignes que l'expansion de l'Enseignement secondaire privé répond à un besoin réel et allège le fardeau des pouvoirs publics. La généralisation du système d'externat va, sans aucun doute, accroître la capacité d'accueil des établissements secondaires tant publics que privés; mais le coût qui en résulte pour les parents, risque de contribuer davantage à la stratification sociale de la société, car l'accès à ce niveau de l'enseignement deviendra de plus en plus difficile. Il est encore temps pour repenser tout le système de l'enseignement, et spécialement la répartition des établissements sur le territoire national.

François FUNGA.

Effectifs des Elèves par niveau d'études et par options :
Année scolaire 1987-88

	1e A.	2e A.	3e A.	4e A.	5e A.	6e A.	Total	%	% Tot. Gén.	Nombre d'écoles
1. Enseignement Public et libre subsidie										
- Enseignement général	2.156	1.652	1.165	1.024	1.131	897	8.007	38,69		
- Enseignement normal	1.660	1.007	816	1.001	1.148	943	6.575	31,70		
- Enseignement technique et professionnel	2.008	1.140	924	819	667	585	6.143	29,61		
S/TOTAL	5.824	3.799	2.905	2.844	2.928	2.425	20.743	100	67,20	74
2. Enseignement privé reconnu										
- Enseignement général	378	343	308	319	306	299	1.953	73,20		
- Enseignement normal	136	113	99	90	94	83	615	23,05		
- Enseignement technique et professionnel	35	38	27	-	-	-	100	3,75		
S/TOTAL	549	494	434	409	400	382	2.668	100	8,60	10
3. Enseignement privé non reconnu										
- Enseignement général	970	718	544	379	292	126	3.029	40,54		
- Enseignement normal	867	466	353	209	101	83	2.079	27,83		
- Enseignement technique et professionnel	769	605	459	340	114	76	2.363	31,63		
S/TOTAL	2.606	1.789	1.356	928	507	285	7.471	100	24,20	45
GRAND TOTAL	8.979	6.082	4.695	4.181	3.853	3.092	30.882		100	129

Sources : MINEPRISEC, Statistiques de l'Enseignement, Année scolaire 1987-88, p. 161 et 184.
Ne sont reprises dans le tableau que les Ecoles qui ont transmis les statistiques.



Le programme de notre enseignement n'est pas parfait. On pourrait l'améliorer. Dans les pages qui suivent l'auteur nous expose les raisons qui militent en faveur de ce changement.

L'ENFANT RWANDAIS FACE A L'ENSEIGNEMENT PRIMAIRE ET SECONDAIRE

Une bonne éducation est le meilleur héritage que les parents peuvent laisser à leurs enfants. C'est pourquoi les éducateurs responsables se demandent quand et comment l'éducation doit commencer et quels sont ses objectifs. Pour notre propos nous nous limiterons à l'enfant rwandais.

PREMIERES DIFFICULTES

L'enfant rwandais débute généralement l'école primaire à l'âge de 7 ans. Il ne suit pas l'enseignement préscolaire. En principe, il commence les humanités à 15 ans, après une école primaire qui dure 8 ans. Il termine le secondaire à 21 ans après avoir rencontré bien de difficultés.

La première est la langue de transmission des connaissances. Presque tous les cours se dispensent en français alors qu'au primaire ils l'étaient en kinyarwanda. Il est donc difficile à l'élève d'assimiler le programme du secondaire. Ceci n'est pas une

critique négative contre ce programme ou les techniques de son enseignement. Seule une enquête de grande envergure pourrait donner des précisions à ce sujet.

La deuxième difficulté réside dans la durée même du primaire. Pourquoi l'enfant rwandais ne peut-il pas passer six ans à l'école primaire après une année ou deux de préscolaire ? Il suffit qu'il soit doté d'un bagage linguistique double, de même puissance : le français et le kinyarwanda, sans oublier bien sûr les autres branches du primaire, afin que l'élève puisse affronter avec aisance le secondaire.

Une troisième question concerne le début de la scolarité : si à six ans un enfant américain ou français débute l'école primaire, pourquoi n'en serait-il pas de même pour un enfant rwandais ?

LE MILIEU FAMILIAL

Evidemment tout dépend de l'origine familiale. Les premières chances de l'enfant remontent au temps de la grossesse. Le régime alimentaire de la mère peut être déterminant sur le développement mental et physiologique de l'enfant. Nous savons très bien à ce sujet que les cellules cérébrales sont avides de protide et de phosphore.

Une carence alimentaire peut entraîner des déficiences dans le développement du cerveau, organe de la pensée. Dans son livre "L'Afrique Noire est mal partie" René Dumont précise cette théorie : "Un grand nombre d'enfants africains naissent déjà avec une déficience cérébrale et physiologique suite au régime alimentaire non équilibré des femmes enceintes". Pour éviter le choc psychologique de ses lecteurs, il avertit dans son résumé que : "Votre ami est celui qui vous dit la vérité".

POINTS DE VUE DE CHERCHEURS

Il faut se baser sur la vérité et le concret. Les chercheurs en psychologie de l'enfant nous fournissent des renseignements précieux sur ce que devrait être sa pédagogie. L'un des premiers tests composés pour l'estimation de l'étendue du vocabulaire actif d'un jeune enfant a été celui de Smith¹. Selon cet auteur, un enfant de 3 ans possède déjà un bagage oral de 896 mots. A cette période, peut débuter le premier cycle du pré-scolaire.

Selon Rice², entre 5 et 6 ans, l'enfant peut reconnaître la similitude de deux formes (par exemple des losanges). Nous remarquons qu'à cet âge l'enfant est capable de s'adapter en 1ère année primaire. Le moins doué peut encore achever son 3e cycle préscolaire. Notons également qu'à cet âge (5 ans) l'enfant peut compter jusqu'à dix objets et comprendre quelque peu les termes d'"hier" et de "demain".

Dans son livre "Psycho-pédagogie des enfants", spécialement le chapitre "L'Enfant au stade de l'école primaire" K. Lovell souligne qu'à 6 ans, l'enfant devient objectif. Il se loue lui-même, s'attend à être loué et déprécie son camarade. Cela prouve qu'il peut déjà s'adapter en 1ère année primaire. Vers 8 ans, précise de nouveau K. Lovell, l'enfant moyen est équipé pour aborder en classe la plupart des matières

¹ SMITH M. E., An Investigation of the Development of the Sentence and the Extent of the Vocabulary of young Children, Univ. Iowa Stud. Child Welfare, 1926, n° 5.

² RICE C., The Orientation of Plane Figures as a factor in their Perception.

d'ordre intellectuel, pourvu qu'il possède le vocabulaire nécessaire et que les idées ne dépassent pas son champ d'expérience. A cet âge, il est supposé être en 3e primaire.

Burt, de son côté, a trouvé que vers 8 ans d'âge mental la maturité mentale est suffisante pour le raisonnement syllogique. En ce qui concerne la lecture, d'après les investigations faites aux Etats-Unis, l'âge optimum pour apprendre à lire est de 6 ans et demi. En Grande Bretagne on est d'avis qu'il faut commencer plus tôt, car, comme Watts ³ l'a souligné, l'âge auquel l'enfant désire lire dépend de son intelligence, du niveau culturel de son foyer, ainsi que de son maître. "Dans un bon milieu, où l'on a montré à l'enfant des livres d'images, où on lui a lu des histoires et des poèmes, et où la conversation de son entourage a été stimulante, il est prêt à lire vers l'âge mental de 5 ans et demi ou 6 ans. C'est-à-dire souvent à 4 ans ou plus tôt s'il est pratiquement intelligent" ⁴

Watts conclut que l'importance du vocabulaire utilisable s'accroît rapidement pendant le stade de l'école maternelle, et que l'enfant moyen entre à l'école primaire ayant à sa disposition 4.000 mots. Un enfant moyen d'Afrique, respectivement de 10, 12, 14 ans, possède un bagage de 9.000 mots, révèle un certain Terman.

QUE PENSER DE CES THEORIES ?

Sur ces théories des chercheurs psycho-pédagogues, nous pouvons bâtir un édifice. Il faudrait cependant

³ WATTS A., *The Language and Mental Development of Children*, London.

⁴ LOVELL K., *Psycho-pédagogie des enfants*, p. 252.

des moyens. C'est une question de gérance et de motivation pour sortir nos enfants de l'analphabétisme et de la formation tronquée. Il faut des animateurs spécialisés et recyclés à tous les niveaux en commençant par la base du pré-scolaire.

Dans sa lettre à une dame respectable qui cherchait des renseignements à propos de la scolarisation de ses enfants, André Maurois conseille vivement à celle-ci l'éducation à l'école et non à la maison. Selon lui, l'école est sans pitié et dure, comme la vie. L'apprentissage des langues à un jeune âge est automatique vu la malléabilité du cerveau. Il faut saisir cette chance éphémère, car un peu plus tard il sera plus difficile d'apprendre la signification des mots et l'accent.

Un maître, une institutrice et tout professeur doit posséder une documentation adéquate. A partir du pré-scolaire, pourquoi ne pas adopter les manuels pédagogiques utilisés par ceux qui ont déjà de l'expérience ? Je veux parler des écoles privées belges et françaises. Lorsqu'on consulte leur documentation, on y remarque un lien logique et rigoureux. Il y a une progression par année, une quantité bien définie de mots nouveaux que l'élève doit maîtriser, ainsi que leur orthographe. Après l'école primaire, l'enfant est apte à affronter l'école secondaire sans problème d'adaptation. Evidemment, il faut user de cette documentation avec réserve, l'adapter au milieu socio-culturel et le multiplier.

Pour réussir une telle entreprise, l'élève doit être encadré à l'école mais aussi à la maison, surtout dans ses débuts. Les devoirs à domicile et les leçons l'obligeront à travailler constamment. A partir de l'école primaire, et jusqu'à la fin de l'école secondaire, les résultats trimestriels obligeront l'élève et les professeurs au travail, et la courbe de progression de chaque élève sera mise en évidence. Les parents qui devront signer les résultats se

rendront compte du niveau de leurs enfants. Ainsi la motivation de tout l'ensemble pédagogique sera au zénith.

● UN PROBLEME PARTICULIER : LA LANGUE

J'aimerais insister également sur l'enseignement du français comme deuxième langue et arme stratégique pour percer le "mur du soir" que sont les humanités. Deux problèmes se posent concrètement pour l'apprentissage du français au jeune rwandais.

● Combattre les difficultés intrinsèques qui sont au niveau supra-segmental (ou les phonèmes supra-segmentaux). Il s'agit de l'intonation, du rythme, de l'accent tonique et de l'accent d'intensité.

● La morphologie-syntaxe qui affecte le fond et la forme de l'expression, est le second problème.

Le jeune rwandais rencontre le problème de la langue. Très jeune, il ne maîtrise pas encore la structure de la langue maternelle, et la méthode directe ne donne pas de résultats satisfaisants par manque de structure, de comparaison ou de référence. Dans ce cas, la solution est de créer des occasions fréquentes de s'exprimer en français, surtout dans le préscolaire et les premières années primaires, car le cerveau est encore malléable et très réceptif. Les problèmes d'ordre intrinsèque seront corrigés petit à petit par les maîtres et les professeurs qui ajusteront la base.

● LES NIVEAUX DE LA LANGUE

Une autre question que l'on pourrait se poser est celle de savoir quelle langue enseigner : on admet

généralement l'existence de trois niveaux de langue. Ils ont été clairement définis par Makonta-Mboukou⁵ :

● La langue soutenue : C'est le niveau le plus élevé. On y trouve les vocabulaires rares, recherchés et précis. La phrase est organisée par référence à des types littéraires plus ou moins classiques et dont il ne faut pas s'écarter. Elle est caractérisée par ce purisme qui en rend l'approche souvent difficile.

● La langue commune ou standard : Il s'agit de cette langue qui est faite de mots fréquents, courants, mais non populaires, d'expressions et de tournures usuelles, mais non incorrectes.

● La langue familière : Elle est en dessous de la langue commune. Elle est caractérisée par une infraction continue aux normes, et cependant le message qu'elle livre demeure accessible.

La langue commune est celle qu'il convient d'enseigner aux élèves, étant donné les multiples avantages qu'elle présente. Elle est à la fois simple et correcte. C'est elle qui traduit la vie sociale de l'humanité.

La langue soutenue peut être abordée par les élèves ayant un niveau élevé du français. On pourra l'aborder dans des textes. Dans certaines circonstances les élèves seront amenés à l'utiliser. C'est le cas, par exemple, quand il s'agit d'un discours, d'une lettre officielle ou d'un exposé.

La réalité exige que, pour être à la hauteur de son profil à la sortie des humanités, l'enfant rwandais maîtrise à la fois le français et le kinyarwanda pour aborder sa culture et contacter le reste du monde. Selon le Père CROEGAERT S.J., ancien professeur de

⁵ MAKONTA-MBOUKOU J.P., *Le Français en Afrique Noire*, Paris, Bordas, 1973, p. 231.

français, "au niveau du langage, un enfant peut évoluer avec 4 langues à la fois". Cette déclaration fait suite à une observation faite dans un camp des officiers supérieurs de l'O.N.U. en Europe. Les enfants parlaient sans problème, français, anglais, portugais et espagnol.

EN GUISE DE CONCLUSION

L'idéal n'est jamais atteint, il faut y tendre. Les moyens économiques des familles et parfois leur mentalité rendront la tâche difficile aux responsables de l'éducation. Mais puisque les autres y sont parvenus, pourquoi pas nous ? Sans sacrifice il n'y a pas de progrès possible. Le chemin est long et plein d'embûches, mais il faut l'emprunter.

Ainsi, je ne vois pas pourquoi l'enfant rwandais après une année de préscolaire (4 - 5 - 6 ans) ne peut commencer l'école primaire assez tôt. Les chercheurs en psycho-pédagogie sont unanimes pour dire que l'enfant peut commencer l'école primaire à 6 ans, et la pratique de ce système dans plusieurs pays en est un brillant témoignage.

A 12 ans, il peut débiter l'école secondaire et terminer 6 ou 7 ans après. L'essentiel est de doter l'élève d'un bagage intellectuel réaliste et rationnel en se basant sur une documentation qui a déjà fait ses preuves (écoles maternelles, écoles belges et françaises). L'élève gagnerait ainsi trois ans sur le système d'enseignement actuel : juste le temps nécessaire pour être bachelier et commencer à servir son pays.

Bob AMULI.

Eglise d'ici et d'ailleurs

LETTRES PASTORALES (EXTRAITS)

Bien chers Chrétiens,

Nous avons la joie de vous écrire cette lettre afin de vous annoncer une bonne nouvelle : la visite du Pape Jean Paul II au Rwanda...

Nous, les Rwandais, avons la réputation d'être un peuple traditionnellement hospitalier. Il n'y a donc pas l'ombre d'un doute que nous réserverons au Saint Père un accueil chaleureux et fraternel dans le Christ. Nous croyons en Jésus-Christ, nous l'aimons, nous sommes fiers de le servir. Nous en témoignons devant le Pape. La visite du Saint Père au Rwanda sera pour nous une occasion de méditer et d'apprécier le lien qui unit le Christ à chaque chrétien...

Ce devrait aussi être l'occasion pour chacun de rentrer en lui-même afin de discerner, en toute lucidité, s'il est en marche avec les autres à la suite du Christ, après avoir renoncé à tout ce qui peut entraver cette marche. Que chacun considère avec quel empressement il mène une vie chrétienne, en identifiant-fiant pour s'en libérer les chaînes qui l'emprisonnent dans le mal ; avec quel engagement il proclame le Christ, contribue à édifier ses frères et à être une pierre vivante dans l'Eglise (1 P.2,4-10).

Vous nourrez le faire en lisant la lettre pastorale que nous, vos Evêques, nous vous adressons en trois étapes et dont le thème est "LE CHRIST NOTRE UNITE". Nous voulons vous exhorter à oeuvrer pour la justice,

pour faire l'unité et pour la paix dans notre cher Rwanda, afin de pouvoir vivre toujours plus en frères et soeurs guidés et éclairés par l'Evangile dans tous nos actes. Ainsi quand le Pape viendra, il pourra vraiment nous affermir dans la foi comme Jésus le demandait à Pierre...

Avec cette lettre pastorale, nous voulons examiner ensemble avec vous, les problèmes qui font obstacle à l'unité véritable dans notre pays, et il y en a; le Chef de l'Etat ne cesse de les dénoncer. Nous analyserons ensemble les problèmes d'ordre social (tel le régionalisme et le racisme), d'ordre économique (le fossé qui va grandissant entre les riches et les pauvres), les problèmes scolaires, les problèmes de la dignité de la personne humaine. Il y a les problèmes des valeurs traditionnelles et humaines oubliées, d'une conception erronée du développement, des limites des recherches scientifiques, de l'intolérance religieuse et de l'inculturation de l'Evangile, etc... Notre objectif n'est pas de dénoncer le mal pour faire mal à quelqu'un mais, plutôt pour favoriser la paix et la justice...

Kigali, le 12 décembre 1989.



Chers chrétiens,

Dans cette première partie de la lettre pastorale promise, partie qui analyse l'unité, nous voulons d'abord voir ensemble comment nous, habitants du Rwanda, vivons l'unité entre nous, voir les difficultés que nous rencontrons et les raisons de ces difficultés (...). Après avoir montré que la véritable unité se fonde sur Jésus-Christ, nous vous inviterons fermement à vivre et à promouvoir l'unité dans notre pays, par fidélité au Christ.

UNITE DANS LE PAYS

La population du Rwanda est formée de trois groupes: les Twa, les Hutu et les Tutsi. C'est une donnée de notre histoire impossible à modifier et dont nous sommes fiers, parce que s'accepter différents permet de s'aimer complémentaires. Nous savons que l'entente n'a pas toujours été parfaite, ni conforme aux désirs du Seigneur... L'Eglise, pour sa part, ne cesse de prêcher l'unité, la bonne entente entre les enfants de Dieu, même s'ils sont différents sur le plan des ethnies, des idéologies ou des religions.

Cependant il y a des rwandais qui rejettent ces enseignements et continuent à soutenir les rivalités ethniques par toutes sortes de discours et de manœuvres. On entend parfois des gens se plaindre que, pour des raisons d'origine ethnique, on leur a refusé un emploi ou une place à l'école, on les a privé d'un avantage, ou que la justice n'a pas été impartiale à leur égard...

UNITE ET EQUILIBRE REGIONAL

Des gens praliquent encore le favoritisme ou la discrimination régionale: cela apparaît avec évidence

dans l'attribution des emplois et des places disponibles dans les écoles secondaires et supérieures. Cela apparaît également dans certaines élections conflictuelles, dans le refus de se soumettre à l'autorité civile ou religieuse lorsqu'elle est exercée par des personnes originaires d'une autre région, dans des disputes ou des manifestations tumultueuses (au stade, dans les écoles, les camps militaires, les institutions religieuses, etc...).

● UNITE DANS LES CLANS

Dans certaines régions du Rwanda, même ceux qui appartiennent à une même ethnie sont en proie aux factions... Certains, riches ou dirigeants, forts de leur avoir ou de leur pouvoir, plutôt que de travailler à la prospérité de tous, se soucient peu des autres... Au lieu d'utiliser ces dons de Dieu pour aider les petites gens à s'en sortir, au lieu de se joindre à ceux qui luttent contre l'ignorance, la pauvreté et la criminalité, ils enrichissent ceux de leur parenté et de leur clan, négligeant ceux qui n'en font pas partie...

● UNITE DANS LES FAMILLES

De nos jours, il faut le reconnaître, les relations entre époux dans certains foyers sont plus difficiles qu'autrefois. Des foyers vont à la dérive : parents et enfants vivent dans le désaccord et les disputes continuelles. Des conjoints en arrivent à demander le divorce et l'obtiennent assez facilement. D'autre part, beaucoup habitent ensemble sans être mariés selon la loi...

● FAUSSE UNITE

Luttons de toutes nos forces contre le brigandage, les bandes de voleurs et autres malfaiteurs qui troublent la tranquillité de nos familles. Elevons-nous contre le mensonge, les combinaisons malhonnêtes et les manigances des petits groupes de privilégiés qui, dans l'exercice de leurs fonctions ou ailleurs, veulent réserver leurs privilèges à leurs amis et parents au préjudice des autres...

● UNITE EN CHACUN DE NOUS

Certains poursuivent des avantages, des profits inconciliables avec les impératifs de la religion qu'ils disent professer, et le fossé se creuse entre ce qu'ils disent et ce qu'ils font. On tait la vérité, on ment et on fait l'hypocrisie, au lieu d'agir selon sa conscience. On se laisse dominer par la peur ou allécher par les pots-de-vin...

● UNITE DANS NOTRE EGLISE ET ENTRE RELIGIONS

Certains prêtres, religieux, religieuses et laïcs engagés gardent encore en eux des ferments de division d'inspiration ethnique ou régionaliste. Ces dispositions intérieures qui entraînent des difficultés nuisibles à l'unité du pays, ne manquent pas dans les communautés religieuses...

Des adhérents de l'une ou l'autre religion ne savent pas respecter la foi des autres. Ils se livrent au dénigrement des fidèles, les combattent sans vergogne, et ainsi les désorientent. Les exemples abondent dans les écoles, les agglomérations et les hameaux...

● APPRECIATIONS CEUX QUI RENFORCENT L'UNITE

Lorsque nous nous arrêtons à ce qui ronge l'unité chez les Rwandais, n'oublions pas pour autant les belles réalisations positives qui la renforcent.

Ainsi, on ne peut taire l'éclosion, un peu partout, de sociétés dont l'ambition est de favoriser la ren- contre d'un nombre toujours croissant d'habitants, dans leurs aspirations à développer leur région natale et leur groupe familial. Citons les coopératives d'éleveurs et de cultivateurs, les nombreuses associations sans but lucratif qui fondent des écoles, développent l'artisanat, enseignent à lire et à écrire, secourent les nécessiteux, les malades, les infirmes, les aveugles, les orphelins, et protègent ceux qu'assaillent toutes sortes de difficultés. On ne peut manquer de mentionner les Mouvements d'Action Catholique de jeunes et d'adultes qui, eux aussi, ont le souci de promouvoir l'unité de tous...

● RENFORCONS L'UNITE

D'abord, que chacun, animé des mêmes pensées que le Seigneur Jésus-Christ, ait le souci de chercher la gloire de Dieu et se dévoue au bien commun... Le twa, le tutsi, le hutu, l'hôte étranger, tous nous sommes enfants de Dieu; en Jésus-Christ, nous avons le même Père. C'est pour cela que nous devons tous nous aimer comme des frères, sans discrimination...

Si chacun pense ainsi et se comporte en conséquence, il ne donnera pas prise au péché d'égoïsme. Ainsi le cœur ne sera pas séduit par l'argent au détriment de l'ami; au lieu de tirer la couverture à soi, on cherchera à s'associer; au lieu de dépouiller le faible, on l'aidera; au lieu d'annoncer "A moi la

richesse; puissiez-vous en mourir d'envie", on dira "Progrès dans la main dans la main". Les diplômés, au lieu de susciter la jalousie, chercheront tout ce qui est complémentarité. Les riches renonceront à se solidariser entre eux, pour mieux écraser les pauvres isolés. De la sorte, l'unité fera éclore un véritable développement...

● DANS LES FAMILLES AUSSI

Dans la fidélité, les conjoints partageront un même idéal, se concertant et s'entraînant dans tous les domaines... Les jeunes, élevés dans une ambiance de concorde, de paix et de bonheur, apprécieront les bons exemples, et resteront volontiers auprès de leurs parents...

● A LA CAMPAGNE

L'unité entre les chrétiens doit s'épanouir là où ils habitent, sur les collines et dans les communautés de base. Tous les chrétiens doivent participer aux activités de leur communauté de base et aux réunions de colline, là où se renforcera l'unité déjà existante, grâce aux petits services, à l'entraide gratuite, aux avances et échanges de biens de subsistance...

● DANS LE PAYS

Vous tous, autorités politiques, éducateurs, militaires et fonctionnaires, vous membres des professions libérales, renforcez l'unité, recherchez-la sans relâche. Rappelez ce devoir à tous les Rwandais pour qu'ils mettent leurs idéaux et actions au service de l'unité, source de paix et de progrès pour tous.

Que personne ne terrorise en exerçant l'autorité qui lui est confiée, que personne n'introduise le népotisme dans la fonction que le pays lui a confiée, que chacun évite toute forme de corruption et s'efforce d'accueillir avec bienveillance tout le monde, sans exclure personne...

DANS LES DIFFÉRENTES CONFESSIONS CHRÉTIENNES

Tout chrétien doit être artisan d'unité. Dans un élan commun et une collaboration étroite, en vue de parfaire notre unité, insufflons vitalité et esprit nouveaux à tous les organismes destinés à nous rassembler.

Épaulons-nous dans nos engagements envers le pays et ses habitants, par exemple dans les écoles, les centres de santé et les activités de développement rural. Collaborons dans les activités caritatives non pour chercher à augmenter le nombre de nos adeptes mais pour témoigner que nous sommes de vrais disciples du Christ...

RELIGIEUX, RELIGIEUSES

Dans la pastorale, concertons-nous fréquemment, car nous appuyant les uns sur les autres, nous éviterons d'égarer ceux qui viennent nous consulter, de façon qu'après avoir été bien accueillis d'un côté, ils ne soient pas reprimandés ailleurs.

Que les prêtres réservent aux laïcs, peuple de Dieu, une place de choix, qu'ils les laissent se livrer à l'apostolat dans les secteurs qui sont les leurs. Ainsi les laïcs prendront une part plus active à la pastorale paroissiale, diocésaine et nationale, selon les lois et les règlements de l'Eglise...

CONCLUSION

Que Dieu nous donne la grâce de nous renouveler en refusant tout ce qui nous divise. Recherchons partout l'unité : dans les foyers, les écoles, les différentes familles qui nous rassemblent, dans les associations, au travail et dans la pastorale. Prions souvent pour l'unité des Rwandais ; que les chrétiens comme enfants de Dieu, donnent l'exemple de la collaboration et de l'entraide ; que Jésus-Christ nous apprenne à rechercher l'unité dans la foi, au travail et dans toute notre vie.

Que la grâce de Jésus-Christ notre Seigneur, l'amour de Dieu le Père et la communion de l'Esprit Saint soient toujours avec vous.

Kigali, le 28 février 1990.

Les Evêques du Rwanda :

Mgr Vincent NSENGIYUMVA,
Archevêque de Kigali.

Mgr Joseph SIBOMANA,
Evêque de Kibungo.

Mgr Jean-Baptiste GAHAMANYI,
Evêque de Butare.

Mgr Phocas NIKWIGIZE,
Evêque de Ruhengeri.

Mgr Wenceslas KALIBUSHI,
Evêque de Nyundo.

Mgr Joseph RUZINDANA,
Evêque de Byumba.

Mgr Thaddée NTIHINYURWA,
Evêque de Cyangugu.

Mgr Thaddée NSENGIYUMVA,
Evêque de Kabgayi.

l'esprit critique particulièrement développé. Il est fait par un jeune dont la scolarité plafonne à un an de CRRAR, après six ans d'école primaire.

● DISCRIMINATION PAUVRES-RICHES

Récemment, ces propos ont été rappelés à mon esprit par une confidence d'un confrère : une histoire digne des paraboles évangéliques. Un dimanche qu'il venait de faire une homélie remarquée sur la place privilégiée des pauvres dans le cœur de Jésus, il se heurta, à la sortie de l'Eglise, à une femme, une "faible d'esprit", qui lui demanda l'aumône pour elle et l'enfant qu'elle traînait avec elle dans ses pérégrinations.

Le plus généreusement du monde, le curé demanda au cuisinier de la paroisse de donner des bananes à l'enfant. Celles-ci firent le bonheur du bamin, pas celui de la mère qui resta plantée à l'entrée du presbytère.

Les choses se gâtèrent lorsque, au sortir de la Messe, un médecin et son enfant vinrent saluer le curé. Les nouveaux venus reçurent un accueil proportionné à leur rang.

Alors, avec une audace et une lucidité dont seuls les "fous" ont le secret, la femme apostropha le curé : "Monsieur le curé, est-ce possible d'avoir une mémoire aussi courte ? Que venez-vous de dire à l'homélie ? Moi aussi je veux une place assise, moi aussi je veux de la primas, moi aussi je veux une assiette pour mon enfant... j'exige le respect".

Il faut dire, à la décharge du curé, qu'il ne se contenta pas de donner 300 frs à la mendicante, mais aussi qu'il lui demanda humblement pardon.

L'Eglise Catholique du Rwanda est interpellée de toutes parts. Malgré ses nombreuses réalisations dans différents domaines, elle risque de devenir un géant aux pieds d'argile si elle continue à vivre dans "une prudence excessive qui confine à la peur". Il est temps donc qu'elle réponde à toutes ces interpellations de peur de manquer à sa mission.

COUP D'OEIL SUR L'EGLISE

"Kuki abapadiri badasura ingo zaguye cyangwa zigenda nabi ? Kuki abihayimana babogamira ku ngo zikize, nk'izo mu mugi ? N'umukene yari akwiyeye kugira icyo "atereta" kwa padiri, kandi kikumvikana". (Pourquoi les prêtres ne rendent-ils pas visite aux familles en difficulté ? Pourquoi les religieux et les religieuses sont-ils toujours du côté des familles riches, celles de la ville par exemple ? Que le pauvre ait la possibilité de faire valoir son point de vue chez le prêtre et que sa voix soit entendue).

Voilà une des réponses, ou plutôt une des questions, que j'ai reçues l'an dernier lors d'une évaluation écrite, à la fin d'une période d'expérimentation d'une nouvelle formule de préparation au mariage, dans la paroisse de Butare.

Contrairement à ce qu'on serait porté à croire, ce questionnement ne vient pas d'un intellectuel à

UNE GRACE POUR L'EGLISE

Les remarques précédentes ne sont pas des cas d'espèce. Elles sont prises parmi des dizaines d'autres. Elles peuvent être diversement reçues. D'aucuns y verront un reproche gratuit, ou une provocation, et se tiendront sur la défensive. D'autres y trouveront un argument de plus pour décrier et dénigrer l'Eglise, spécialement ses responsables.

Moi, j'y vois une chance et une grâce pour elle. Une grâce qui nous vient de la portion la plus importante du peuple de Dieu, mais qui est la moins visible. Elle ne fait pas beaucoup de bruit, mais elle garde les yeux bien ouverts. Une chance pour faire le point sur la vie de notre Eglise - il s'agit de l'Eglise catholique - et sur sa pratique pastorale actuelle. Chance à ne pas négliger trop longtemps car elle ne sera pas là indéfiniment.

Dans les lignes qui suivent, je me propose de dégager brièvement quelques points sur lesquels les responsables de l'Eglise devraient se pencher sans plus tarder. Ma démarche s'inspirera de ce que le poète allemand Rilke disait à propos des oeuvres d'art : "Pour aborder les oeuvres d'art, rien n'est pire que la critique. L'amour seul peut les saisir, les garder, être juste envers elles". Pour moi, en dépit des imperfections parfois trop criantes, l'Eglise est la plus belle oeuvre d'art qui soit.

A VIN NOUVEAU, OUTRES NEUVES

En moins de cent ans d'expérience, l'Eglise catholique du Rwanda a connu un développement exceptionnel : vie sacramentelle, vocations religieuses et sacerdotales, oeuvres caritatives,

sociales, médicales, éducatives, etc. Son influence s'est fait sentir aussi bien sur les individus que sur les institutions. Ses bâtiments, ses cérémonies, son autorité morale... sont suffisamment éloquentes.

Toute proportion gardée, on peut dire qu'en si peu de temps, l'Eglise a atteint une stature de géant. Mais, si elle ne fait pas attention, ou si elle fait la sourde oreille aux appels pressants, explicites ou non, qui lui sont adressés, elle risque d'être, en très peu de temps, un géant aux pieds d'argile.

Ce qui lui est demandé, c'est d'être "dans le monde", sans être "du monde", d'être "avec le monde" sans être "sous la gouverne du monde". Il lui est demandé de redéfinir sa mission, de reconsidérer ses priorités, de trouver des solutions nouvelles aux nouveaux défis de la foi. Il s'agit moins de répandre la Bonne Nouvelle que de l'enraciner dans le quotidien; moins de la dire du bout des lèvres que de la vivre. Les gens, surtout les jeunes, sont aujourd'hui plus sensibles aux témoignages qu'aux discours.

L'aggiornamento qui est ici souhaité, exige beaucoup de temps, d'énergie et de maturité. C'est aux responsables, évêques et prêtres en premier lieu, que revient la responsabilité de relever ce défi. A mon avis, trois tâches prioritaires doivent retenir leur attention : promouvoir la liberté intellectuelle, insuffler de l'air frais dans les poumons de la pastorale, examiner à fond certaines allégations troublantes.

PROMOUVOIR LA LIBERTE INTELLECTUELLE

Dans les pays ayant une longue tradition d'écriture, tout événement important fait couler beaucoup d'encre. Chez nous, tradition orale oblige, c'est le contraire; tout événement fait couler beaucoup plus de salive

que d'encre. Or, comme le dit l'adage, les paroles s'envolent, les écrits restent. De nombreux rwandais et rwandaises sont de véritables artistes de la parole, mais leurs discours, si beaux soient-ils, ont une portée très limitée.

La transmission orale explique en partie seulement la léthargie intellectuelle quasi généralisée dans notre Eglise. Dans les autres pays d'Afrique (Zaire et Cameroun, pour n'en citer que deux), livres, articles, congrès, conférences, etc. alimentent la vie de l'Eglise locale. Pourtant notre clergé est un des mieux formés d'Afrique. Donc, il y a un problème quelque part.

Pour expliquer la paralysie intellectuelle qui les afflige, les personnes concernées, principalement les prêtres - moi le premier - incriminent soit le manque de temps, soit le manque de moyens, soit le peu d'encouragement de la part des supérieurs, soit... Il y a du vrai dans tout cela, mais il y a autre chose aussi : une prudence excessive qui confine à la peur. A dessein ou à leur insu, les responsables peuvent renforcer cet état d'esprit. A ce propos, il serait intéressant de savoir quel type de prêtre le grand séminaire forme, quel type de religieux et de religieuses sort des noviciats.

Le plus urgent n'est pas de désigner un coupable, mais de comprendre que notre Eglise a besoin de penseurs sérieux, d'hommes et de femmes qui ont quelque chose à dire et qui le disent ouvertement. Aucun domaine n'est exclu : vie et vision de l'Eglise, liturgie, pastorale, questions sociales, économie, politique... la matière est abondante, les penseurs font cruellement défaut. Au moment où tous les yeux sont tournés vers le synode africain dont le pape Jean-Paul II vient d'autoriser la tenue, nous pourrions nous demander, sans complaisance, quelle sera la contribution de notre Eglise à cet événement d'une importance capitale pour toute l'Eglise africaine.

NECESSITE DU DIALOGUE

Si nous voulons bâtir une Eglise sur des bases solides, nous devons tout faire pour favoriser l'échange des idées. Autrement, nous risquons de manquer le train ou, ce qui n'est pas mieux, de continuer à croire que l'Eglise hiérarchique est sur la même longueur d'onde et parle le même langage que la base, alors que la réalité est tout autre. Un passage, signé François Rugengamanzi dans DIALOGUE n° 136, laisse peu de doute à ce sujet. "(...) Voilà bien le monde ecclésiastique !, écrit-il. Enfermés dans leur tour d'ivoire comprendront-ils leurs ouailles ? C'est à désespérer" (p. 111). Nous ne pouvons pas faire la sourde oreille à ces propos.

Une des façons de combler ce fossé qui s'élargit d'année en année, c'est de libérer la pensée et de stimuler les penseurs. Non pas des penseurs qui sont des caisses de résonance de nos opinions personnelles, mais des penseurs qui se mettent à l'école de l'Evangile et au service de la vérité. "Si vous demeurez dans ma parole, vous êtes vraiment mes disciples, vous connaîtrez la vérité et la vérité fera de vous des hommes libres" (Evangile de Saint Jean 8,32).

INSUFFLER DE L'AIR FRAIS DANS LES POUMONS DE LA PASTORALE

La pastorale est un de ces domaines où l'on peut travailler beaucoup, ou ne faire que le strict minimum, sans que la différence paraisse, à court et moyen terme tout au moins. Ceci favorise une pastorale d'entretien; comme on entretient les routes en terre battue de nos collines : un peu de terre par ici, un peu de terre par là, en attendant la pluie suivante

et le travail lent mais sûr de l'érosion. Notre pratique pastorale semble s'en accommoder facilement.

Aujourd'hui l'on fait grand cas des communautés de base, des conseils paroissiaux, de l'intention des évêques de mettre sur pied une pastorale des jeunes, etc. Mais les plus sceptiques répliquent qu'ils connaîtront le même sort que les synodes diocésains qui, dans la plupart des diocèses, n'ont été qu'un feu de paille.

Il est surprenant de constater qu'il n'existe pas de projet pastoral national, et que les projets diocésains et paroissiaux sont peu ou pas du tout définis. C'est comme si la voie était tracée de toute éternité.

Pourtant, rien n'est moins certain. La pastorale des pauvres et de la pauvreté que l'on appelle communément l'option préférentielle pour les pauvres - appellation déjà fatiguée par l'usage parfois abusif qu'on en fait - n'est pas tout à fait la même que celle des intellectuels; celle des jeunes scolarisés diffère sensiblement de celle des jeunes délinquants des villes et des jeunes des campagnes; celle des masses rurales n'est pas superposable à celle des agglomérations urbaines; celle des couples et des familles n'a pas la même approche que celle des personnes âgées.

L'enseignement des "catégories" (enseignement sur semaine) tel qu'il est encore pratiqué actuellement est-il en mesure de répondre aux besoins spirituels de tous ces gens ? Je me permets d'en douter. Je doute aussi que la solution soit de les laisser mourir de leur belle mort, tout simplement.

La diversité des situations exige plus de créativité, d'esprit d'initiative, de dialogue, de collaboration. La collaboration entre pasteurs et laïcs est de première importance : collaboration au

niveau de la conception, de la décision, du suivi, et de l'évaluation.

Tout cela demande un changement de mentalité qu'il n'est pas facile d'opérer du premier coup. Mais c'est le prix à payer pour insufler de l'air frais dans les poumons de notre pratique pastorale. Sinon, un jour qui n'est pas très loin, nous serons obligés de faire une course contre la montre pour essayer de réanimer notre Eglise en pratiquant la respiration artificielle.

● EXAMINER CERTAINES ALLEGATIONS TROUBLANTES

A la suite de la nomination-démission de l'abbé Félicien Muvura comme évêque auxiliaire de Butare, les prêtres de la zone de Kibuye ont écrit une lettre aux évêques pour leur faire part des "commentaires déplaisants à l'égard de notre mère la sainte Eglise de Jésus-Christ", ainsi que de leurs souhaits pour l'avenir. Ici je ne fais que les mentionner.

Au sujet des commentaires, les auteurs de la lettre écrivent : "Tout a été dit sur l'Eglise du RWANDA. Certains ont dit carrément : notre Eglise est politisée, elle est raciste. D'autres ont laissé planer des sous-entendus sur la vie morale des prêtres, des évêques...". Quant aux souhaits, ils suggèrent :

- que les évêques fassent preuve de clarté et de transparence dans leur travail;
- qu'ils ne travaillent pas seuls;
- que la nomination des évêques soit précédée d'une enquête consultative discrète parmi toutes les couches de la population;
- que nos évêques écoutent davantage leurs prêtres et tout le peuple de Dieu;
- que nos évêques gardent leur distance vis-à-vis des autorités, et qu'ils réservent plus de temps à la charge pastorale de leur Diocèse".

Toutes ces interrogations, toutes ces suggestions, tous ces souhaits adressés aux évêques doivent être formulés aussi pour tous ceux et celles qui ont des responsabilités dans l'Eglise : aux vicaires et aux économistes généraux, aux supérieurs et supérieures des congrégations religieuses, aux supérieurs de séminaires, aux curés, et même aux responsables des "communautés de base", les indispensables "bakuru b'inama".

Accorder du temps à un examen approfondi de toutes ces questions ne serait sûrement pas une tâche sans importance. A condition que, tout en respectant la dignité des personnes, les conclusions et les orientations qui en sortiraient soient rendues publiques et qu'elles donnent un élan nouveau à notre Eglise. C'est un cadeau à souhaiter pour la célébration de son centenaire ... dans dix ans.

● EGLISE INTERPELEE, EGLISE INTERPELLANTE

Dans les lignes précédentes, mon intention était de montrer que notre Eglise est interpellée de toutes parts. Habituellement, c'est elle qui est interpellante. Mais elle n'est crédible que si elle se laisse d'abord interpellée, voire questionner, sur sa mission et son action.

Mes propos pourraient paraître exagérés et même alarmistes. C'est probablement dû à mon contact avec une Eglise qui était "florissante", il y a moins de cinquante ans (beaucoup de similitudes avec notre Eglise actuelle), mais qui connaît aujourd'hui une traversée de désert difficile. Et puis, si chacun garde ses idées pour lui, il n'y aura pas de choc possible et donc pas de lumière.

Callixte KABAYIZA.



La nouvelle ère de la Perestroïka (restructuration) et de la Glasnost (transparence) inaugurée par M. Gorbatchev souffle non seulement sur l'U.R.S.S., mais aussi sur l'Europe de l'Est et même sur l'Afrique. Cette dynamique n'est pas que politique. Elle interpelle aussi les Eglises du monde entier. A elles donc d'être à l'écoute de ces changements.

• PERESTROIKA ET GLASNOST, UNE DYNAMIQUE QUI INTERPELLE LES EGLISES

Depuis que les idées de Marx et Engels ont révolutionné la pensée du monde, et que Lénine s'en est inspiré pour organiser la révolution d'octobre 1917, le monde a été systématiquement divisé en deux blocs (capitaliste et communiste), suivant non seulement des modèles idéologiques, économiques et socio-politiques, mais aussi un mode de pensée. Accusée d'être l'opium du peuple et de surcroît d'être inféodée au pouvoir déchu du Tsar, l'Eglise en URSS a perdu son influence, et ses biens lui furent confisqués, surtout dans les années terribles du régime stalinien.

Les monastères soupçonnés de constituer des poches de résistance et de contestation, ont été fermés ou confisqués. La liberté de culte fut strictement contrôlée par le pouvoir, même si l'Eglise orthodoxe russe, la plus importante du pays, a pu garder une

relative marge d'activités liturgiques dans ses paroisses.



Le Patriarche PIMEN dépose une gerbe de fleurs à la tombe du soldat inconnu à Moscou

Par contre, nombre d'autres confessions (Catholiques uniates d'Ukraine, Baptistes, Adventistes, Luthériens) n'ont pas eu la tâche facile. Elles doivent leur survie au fait que les peuples soviétiques, le peuple russe surtout, étant profondément croyants, le pouvoir a dû fermer les yeux et tolérer leur existence illégale. Pendant plus de cinq décennies ce fut l'Eglise du silence.

● UNE NOUVELLE EPOQUE

L'ère nouvelle de la Perestroïka (restructuration) et de la Glasnost (transparence) ouverte par M. GORBATCHEV, est une dynamique qui ouvre non seulement de nouvelles perspectives, mais donne des responsabilités énormes aux Eglises de l'URSS. Un

projet de loi sur la liberté de religion et de conscience est en élaboration.

Entretiens, 2000 églises et monastères viennent d'être rétrocedés et 1750 le seront sous peu. Du coup ce sont d'immenses besoins qu'il faut combler. La communauté mondiale se mobilise, à l'exemple de l'Alliance Biblique Universelle qui a lancé un appel pour envoyer aux chrétiens d'URSS, un million de Bibles en 1988, et une Bible par membre de la Société Biblique en 1989.

Toutefois, il existe des réalités locales qui ne peuvent être solutionnées de l'extérieur : l'insuffisance du clergé pour encadrer les masses de fidèles; l'oecuménisme local qui ne peut plus être relégué au second plan... Pour comprendre l'enjeu, arrêtons-nous à une session-débat consacrée à la Perestroïka, à l'occasion de la réunion du Comité Central du Conseil Oecuménique des Eglises, réunion qui a eu lieu du 16 au 26 juillet 1989 à Moscou.

● IL RESTE DU TRAVAIL A FAIRE

Quand vous demandez à un homme de la rue en URSS, d'identifier les principales "montagnes" auxquelles doit s'attaquer la Perestroïka, la réponse est invariablement la même :

- primo, il faudra casser le dirigisme bureaucratique de l'Etat;
- secundo, démocratiser la société en permettant aux citoyens d'exprimer leur opinion sur l'ensemble des problèmes de la vie nationale;
- tertio, promouvoir la bonne gestion des ressources naturelles du pays en vue d'assurer le minimum de vie décent. L'URSS est un pays-continent qui a tout ce qu'il faut comme ressources. L'avenir nous appartient, nous dit-on, pourvu qu'on évite le gaspillage;

○ quarto, résoudre le problème des nationalités, exagérément amplifié par la presse occidentale;
 ○ quinto, ne pas oublier de sauvegarder l'environnement aujourd'hui menacé par l'implantation anarchique des centrales nucléaires.

Une fois n'est pas coutume, à la base comme au sommet, cette analyse se recoupe. La seule différence réside dans la priorité et la méthodologie d'approche de solution. Le processus de démocratisation est irréversible, estiment nombre d'analystes. Par ailleurs, chose nouvelle, l'Eglise est encouragée à sortir de l'ombre, pour jouer un rôle de premier plan dans "l'humanisation de la société soviétique".

● LES EGLISES DOIVENT COLLABORER

C'est du moins l'avis du Président GORBATCHEV qui déclarait il y a peu : "nous avons tous une même histoire, une même demeure et un avenir commun"; et de son premier ministre, RYZHKOV qui, en recevant le 19 août, au Kremlin, les 300 délégués leaders des Eglises du monde entier, déclarait : "le développement actuel est normal parce que le clergé et les citoyens croyants sont des patriotes de leur pays, supportant la Perestroïka et la Nouvelle Pensée dans les conditions d'un renouveau socialiste et de la démocratisation."

Le premier ministre qui a brossé l'esquisse de la responsabilité que devra assumer l'Eglise dans la nouvelle société, a dit : "nous reconnaissons les difficultés dans les étapes de notre histoire, nous analyserons les causes des distortions, et chercherons à promouvoir légalement les garde-fous, pour le présent et le futur, en permettant aux gens, dans diverses voies, d'apporter leur contribution au processus de prise de décisions et de leur application".



Le Patriarche de toute la Russie, le 5 juin 1988.

M. RYZHKOV qui est pourtant considéré comme l'un des conservateurs de l'équipe actuelle au pouvoir au Kremlin a affirmé : "Nous nous rendons compte que les Eglises et le clergé jouent un rôle primordial dans l'enracinement des principes de la justice sociale, le maintien d'une atmosphère morale saine. Dans la nouvelle situation, l'Eglise trouve des occasions favorables d'accroître sa contribution dans la mise en place des valeurs morales humaines, la responsabilité civile et la lutte contre les phénomènes anti-sociaux : ivrognerie et alcoolisme, criminalité, extrémisme et nationalisme étroit".

Les changements en cours en URSS, ne sont pas le résultat du hasard. Les savants, les romanciers, les économistes, le clergé, les écologistes... ont fait surgir ce processus par des débats, des publications, des prises de position, des pressions diverses et des analyses de situation, courant souvent le risque d'être opposés aux technocrates à la solde de Moscou. Voyons les divers points de vue sur la Perestroïka et la Glasnost.

LE SCHEMA EN COURS FREINAIT LA SOCIETE

L'URSS a démarré la Perestroïka parce que la société était en crise. Le modèle du socialisme soviétique a cette particularité qu'il s'agit d'une société dirigée par l'Etat, où les intérêts des personnes sont sacrifiés. Cette société considère ses membres comme des éléments, en vue de construire le modèle parfait d'Etat, en préconisant une révolution professionnelle, visant une société appartenant à tous. D'après GRATCHOV (Vice-Président du Département des Relations Extérieures du Parti Communiste de l'URSS), ce schéma freine la société, car y règnent, non pas des extraterrestres, mais des humains.

L'absence de tradition démocratique a créé progressivement une absence de tolérance qui s'exprime dans les problèmes nationaux accumulés pendant la période d'uniformisation : animosité, problèmes entre religions, etc... Le changement envisagé préconise la démocratisation de toute la société sur le plan économique, politique, culturel, social, tout en maintenant l'essentiel de l'ordre établi.

Si le monde est à la recherche d'un nouveau modèle, l'URSS doit assumer l'interpellation de partager avec les autres peuples, les expériences de la vie dans l'harmonie. Le processus de restructuration est-il irréversible ? Oui, répond Gratchov. La société soviétique ne sera plus ce qu'elle était hier.

CONSTRUIRE LA MAISON COMMUNE EUROPEENNE

Pour l'académicien RAUSCHENBACH, mathématicien et physicien, les principales thèses de la pensée nouvelle que la Perestroïka aide à asseoir consistent à :

○ éviter le danger de la guerre nucléaire en montrant l'absurdité de la pensée d'autrefois qui consistait à dire : "j'ai beaucoup d'armes, je suis tranquille". La non-confrontation est la seule voie pour construire la maison commune européenne dans la paix et sans frontières;

○ ne pas commencer à porter les armes dans le cosmos, car si la guerre éclate, ce ne sont pas les gens qui réagiront, mais les ordinateurs. Or, ces derniers n'ont pas de morale.

Le christianisme et les institutions d'Eglise doivent aider à maintenir la morale en accompagnant le développement de la science. En effet, la mentalité ancienne des savants soutenait qu'on faisait du bien à l'humanité en construisant des techniques, des machines. Mais aujourd'hui, on revient à d'autres valeurs : poétiques, artistiques, droits et dignité de l'homme et des peuples, spiritualité, etc...

LE TRAVAILLEUR, L'ETUDIANT BON MARCHE, ONT DONNE TCHERNOBYL

Sans aller jusqu'à la dénonciation, Gennadi LISITCHKIN, économiste, et membre du Congrès des députés du peuple, qui participait au "panel", a fait un diagnostic sévère du socialisme soviétique en tant que modèle. Il ne fait aucun doute pour lui : les causes à la base de la Perestroïka sont notamment la stagnation et les difficultés économiques :

"La société a été construite sur le travailleur bon marché, l'étudiant bon marché. Le résultat, c'est Chernobyl. A titre d'illustration, le travailleur soviétique gagne 15 fois moins que son collègue français, 23 fois moins que le suisse. Si aujourd'hui, nous avions affaire à un capitalisme croulant, nous nous demanderions pourquoi nouer des relations avec un mourant. Mais nous avons en face de nous un homme

sain, il nous faut donc changer de mentalité et avoir comme préoccupation celle de chercher un compromis".

DEFENDRE LA MER-NATURE

L'une des conséquences du dirigisme étatique est la dégradation de l'environnement. Le romancier Sergei ZALYGIN, Directeur de la Revue Politico-littéraire NOVY MIR et député, Président de l'Association "Environnement et Paix" affirme que pour assurer la survie, les lois naturelles qui avaient préservé l'équilibre doivent être maintenues.

Or, nombre de décisions de la bureaucratie qui veut tout légiférer vont à l'encontre de ce principe. Les efforts du groupe "Environnement et Paix" ont réussi à déjouer des projets dont les conséquences seraient catastrophiques, à l'exemple du détournement des fleuves allant vers la partie septentrionale, pour les diriger vers l'Asie centrale (soviétique). Selon l'écologiste, l'Eglise et les ONG sont autant d'alliés pour sauver l'environnement, condamner les crimes contre la nature et dénoncer le gaspillage des ressources appartenant aux générations futures.

L'EGLISE SORT DE L'OMBRE

Pour l'archevêque Cyrille, l'un des personnages-clés de l'Eglise orthodoxe russe dans la nouvelle situation, les problèmes de l'Eglise ne sont pas insolubles.

Les idées religieuses ont été des rudiments selon les clichés de la propagande. Pour les "bâtisseurs" de la nation, ce n'étaient pas des éléments sérieux car l'âme n'a pas une conception scientifique. Il y avait une tentation d'éclipser ces rudiments "périmes". Plus était importante l'attente de la

société nouvelle (préconisée par le communisme), plus était forte cette pression, surtout dans les années terribles de terreur à la Staline et à la Kroutchev.

Aujourd'hui, la société renonce à voir dans les croyants des citoyens de seconde catégorie. Chacun peut proclamer sa croyance sans peur de perdre son poste. Malgré le danger évident que constitue la différence de vocabulaire, il est des responsabilités communes que les communistes partagent avec les chrétiens : principes fondamentaux, valeurs humaines, sauvegarde de l'environnement.



Conférence de presse de représentants de l'Eglise aux cérémonies du millénaire de la christianisation de la Russie.

L'Eglise peu à peu sort de l'ombre. Même si elle n'est pas clouée sur place, l'on se rend compte qu'elle n'est pas tout à fait prête à relever le défi comme il se doit. Ainsi reprend-elle maintenant l'ordre du jour du mouvement œcuménique d'il y a dix ans : évangélisation, santé, enseignement, charité, dialogue. L'Eglise de l'URSS accueille la Perestroïka à la fois comme une conception éthique, mais aussi

comme une interpellation en vue d'une restructuration interne.

Que donnera l'Eglise à ce mouvement de transformation ? Sans être une organisation politique au sens séculier, l'Eglise est gardienne des principes moraux, éthiques, familiaux. Si elle trouve un langage pour communiquer ces valeurs à la société dont elle fait partie, ce sera déjà un pas de fait.

CANALISER LES CHANGEMENTS

La société soviétique était parvenue à un point de stagnation et de blocage. Des changements s'imposaient. Il reste que le peuple doit prendre ses responsabilités en évitant d'assister en spectateur : céder à la duperie des conservateurs qui sabotent le processus en créant une crise de production dans les usines, en vue de récupérer la révolution, est chose possible.

Les problèmes sont innombrables. Gorbatchev a montré sa bonne volonté et sa détermination. Reste à voir si les nostalgiques de la pensée ancienne lui laisseront le temps d'agir. Car il n'est pas aidé, loin s'en faut, par les populations des diverses nationalités de l'Union qui, avides de changements rapides, sont pressées d'en finir avec l'uniformisation. Enfin, et ce n'est pas le moindre des soucis, il y a le danger que constitue l'Outre-Atlantique et l'Occident.

Si ce dernier veut profiter de la situation transitoire pour infiltrer le capitalisme, comme le laisse prévoir le dernier sommet des 7 pays industrialisés, la visite de G. BUSH en Pologne et en Hongrie, accompagnée de fortes promesses d'aide, ainsi que les encouragements donnés aux partis d'opposition de ces deux pays historiquement libéraux du bloc

socialiste, pour conquérir le pouvoir, alors l'échec pour les rénovateurs soviétiques sera pathétique.

On pourra se consoler tout de même en disant que la politique nouvelle a déjà donné des fruits. Témoign A.I. SOLJENITSYNE. Ses oeuvres viennent d'être réhabilitées. Son roman, "l'Archipel du Goulag", réquisitoire impitoyable contre l'univers concentrationnaire soviétique, paru en 1973 à l'étranger, a été édité et publié en URSS dès septembre 1989. Or ce physicien, mathématicien, historien, littéraire et philosophe, lauréat du Prix Nobel de littérature en 1970, et dont les oeuvres furent interdites en 1954 en Union Soviétique, avait été exilé et déchu de sa nationalité en 1974.

Toute proportion gardée, les changements doivent être mûris et canalisés par le peuple soviétique en dehors de toute ingérence étrangère.

Tharcisse GATWA.

U M P RWANDA

B.P. 987 KIGALI

TEL. 7 54 66

**Pièces de rechange
tous véhicules,
pneus, batteries, etc...**

Rwanda. Ces sources ont été soigneusement transcrites et reproduites dans le livre en question, de manière à ce que tout lecteur puisse vérifier le contenu et la qualité de ces sources, auxquelles l'auteur se réfère constamment dans ses analyses.

DES CONVERSIONS AU CHRISTIANISME PAR CONVICTION OU POUR D'AUTRES RAISONS ?

Il est ainsi pour nous d'un grand intérêt de lire dans ces entretiens les réponses données par Abatware à la question répétée, pourquoi des Abanyarwanda, et spécialement Abatutsi, se sont fait baptiser dans la religion chrétienne ? Étaient-ils fermement convaincus de leur foi ?

"Oui, ils l'étaient" (témoin 3). "Nous faisons comme les autres : c'était la mode" (témoin 5). "Nous allions sans crainte ni contrainte" (témoin 6). "De notre temps, personne ne se convertissait par ubuhake aux Bapadiri" (témoin 15). "Les Batutsi se sont convertis à cause de la contrainte (agahato)" (témoin 22). "C'est plus par peur des missionnaires que par amour d'aller au ciel" (témoin 15). "A force de vivre et d'être en bons termes avec les missionnaires, nous avions compris et accepté leurs enseignements" (témoin 20). "Beaucoup ont continué à kuraguza et guterekera" [NDLR : pratiques de la religion traditionnelle : consultation du devin et culte aux mânes des défunts] (témoin 5).

"Ces cas existaient, mais ils étaient très rares" (témoin 8). "Nturo aimait beaucoup Imana (Dieu) ; chez lui, on récitait les prières depuis 19 jusqu'à 21 h" (témoin 22). "Il y a les deux. Un homme est un homme. Mon père a été un chrétien aussi fanatique que quand il était païen" (témoin 18). "Il y en a qui sont devenus de bons chrétiens, et d'autres qui ont continué à pratiquer la religion traditionnelle" (témoin 29).



Évangélisation et inculturation ont tous deux été des sujets de préoccupation dans l'Église Catholique, mais aussi des pierres d'achoppement pour le message chrétien quant à la façon de les réaliser. Le présent texte vient nous le rappeler en proposant la tolérance à la place d'un dualisme désastreux.

COMMENT PEUT-ON ÊTRE PAÏEN ?

La thèse de Paul Rutayisire, la christianisation du Rwanda¹ relève d'un intérêt particulier par le fait qu'elle s'est servie, en plus de documents écrits, de sources orales recueillies auprès d'anciens Abatware pour comprendre le mouvement de conversion du paganisme² au christianisme, tel qu'il a eu lieu au

¹ RUTAYISIRE Paul, La christianisation du Rwanda (1900-1945). Méthode missionnaire et politique selon Mgr Léon Classe, Editions universitaires, Fribourg, 1987, 574 pages.

² MAURIER Henri écrit à propos du terme 'paganisme' : "pour les chrétiens, paganisme garde une saveur polémique, d'impudence, d'étonnement et souvent de mépris. On pourrait croire le mot malsonnant et usé ; il n'en est rien, il renait couramment ou pour fustiger une actualité déplorable, ou pour s'en faire une bannière (MAURIER Henri, Le paganisme, Paris/Ottawa)

● UNE REPONSE FONDAMENTALEMENT DOUBLE :
IL Y A LES DEUX

L'historien, le théologien ou le simple observateur de la vie rwandaise, sont curieux de connaître (enfin) les raisons qui expliquent le grand mouvement de conversion au christianisme, tel qu'il a eu lieu au Rwanda et au Burundi en particulier. Hélas ils ne trouvent, une fois de plus, dans l'étude soignée de Rutayisire qu'une réponse fondamentalement double. Celle-ci rend impossible toute tentative, soit de considérer les conversions en masse, comme l'unique effet de l'Esprit qui aurait soufflé en tornade, soit de réduire le christianisme à un simple corollaire de la colonisation.

Il n'est d'ailleurs pas sans importance de noter que Rutayisire parle aussi bien de 'christianisation' que d' 'évangélisation' pour décrire l'action missionnaire. Par ce choix terminologique, précisément, il laisse entendre que "les schémas simplistes de la contestation et de l'autojustification de l'action missionnaire ne peuvent plus servir d'outils" (R 10) pour la compréhension honnête de l'histoire de la Mission (chrétienne) en Afrique et ailleurs.

● UN EFFORT POUR SAISIR SYSTEMATIQUEMENT
LE COUPLE CHRISTIANISME-PAGANISME

Ces schémas simplistes se heurtent, dans l'étude de Rutayisire, à l'expérience différemment vécue, assumée et décrite par les convertis de la première, et surtout, de la deuxième heure. Ils ne tiennent pas non plus compte du phénomène passionnant de l'inévitable rencontre, à l'échelle planétaire, des cultures et des religions, des bienfaits stimulants et des conflits insurmontables qui en découlent. On n'aura jamais fini d'y revenir.

Pour ce qui est du christianisme, il faudra sans cesse entreprendre d'en saisir le sens et d'en évaluer la pertinence, non seulement en tant qu'étude de l'histoire des Missions - c'est la démarche de Rutayisire - mais encore en tant que réflexion systématique. En effet ce projet est préconisé par le christianisme (et par d'autres religions à révélation) de par son autocompréhension.

On le sait la tâche du missionnaire était d'extirper les croyances et les pratiques de la religion traditionnelle (voir R. 478). Mais ceci ne relève pas exclusivement de l'esprit de la contre-réforme du catholicisme occidental de la fin du XIXe siècle, propre aux missionnaires de l'époque (R. 356).

Au delà de ces données historiques, force est de constater que "le discours et le comportement des chrétiens à l'égard des païens est un exercice de leur propre foi". C'est ce qu'affirme le Père Henri Maurier dans son livre³ consacré au paganisme (M. 25). Cette étude extrêmement suggestive, est d'un grand intérêt aussi bien pour le "chrétien" que pour le "païen".

Elle entreprend de comprendre d'une façon systématique le couple paganisme-christianisme, en démontrant son actualité. Celle-ci n'est pas due simplement au regain du discours néo-paganiste en Occident, ni au thème de l'inculturation, cher aux intellectuels africains. Il y a plus.

● CHAQUE RELIGION A SES "PAIENS"

La présence des non-chrétiens à l'horizon du christianisme a été permanente, écrit Maurier (M. 45). Ce

³ MAURIER Henri, op. cit. On connaissait déjà les numéros de *Vivant Univers* rédigés par Henri Maurier et consacrés aux religions africaines (n° 342, de 1982, n° 348, de 1983 et n° 356 de 1985).

sont les chrétiens qui nomment les païens. Le terme 'paganisme' ne veut pas désigner le contenu des autres religions, mais ceux qui conçoivent et honorent Dieu en dehors de la tradition biblique et chrétienne (M. 23). Les musulmans ont aussi leurs "païens", qu'ils appellent 'Kafir', ou 'abakafiri' au Rwanda.

Tel qu'on en parle dans les religions à révélation, le paganisme n'existe donc que par rapport à celles-ci, et il est comme un miroir renversé d'elles-mêmes (M. 63). Dans la mesure où le christianisme se construit inévitablement en affirmant sa spécificité, et donc sa différence, face aux autres religions, il ne peut pas se passer du paganisme. Son rapport avec ce dernier est pour le moins conflictuel. Non historiquement, mais structurellement (M. 65), car leurs niveaux de civilisation s'excluent (M. 74). Voici comment.

● A CIVILISATION UNIVERSALISTE, RELIGION UNIVERSALISTE

Tout au long de l'évolution, les hommes se sont donnés les organisations sociales qui leur étaient nécessaires pour vivre, survivre et progresser. Parmi elles, figurent l'éthique et le religieux (M. 79).

En paganisme, les religions se vivent et s'organisent à l'intérieur de groupes humains, selon leur genre de vie, sans références extérieures à ces groupes (M. 91). Les temps modernes ont introduit un peu partout des genres de vie inconciliables avec les valeurs anciennes (M. 79), inconciliables également avec le support éthique et religieux traditionnel. La mission chrétienne a bel et bien véhiculé ces nouveaux genres de vie par quoi l'humanité s'unifie, comme les nouvelles techniques de production, de santé et de communication (M. 84).

"À civilisation universaliste, religion universaliste" : on pourrait résumer ainsi une thèse chère à Maurier. Dans l'opposition religieuse, c'est l'opposition des genres de vie qui travaille en sous-sol (M. 106). Les structures religieuses universalistes, telles que le christianisme et l'islam, comportent ces genres de vie qui correspondent à des structures de civilisation, elles-mêmes capables de regrouper de vastes ensembles humains (M. 93).

Les religions universalistes n'apparaissent que lorsque l'humanité s'est suffisamment développée en nombre et en complexité pour avoir besoin d'un message unificateur qui transcende les particularismes (M. 61). Là, où ce pas est franchi, se posera dorénavant la question aiguë de la compétition des universalismes religieux, et leur capacité d'influer sur la paix (ou sur la guerre !) à une échelle planétaire.

● LA CONVERSION RELIGIEUSE VIENT 'PAR SURCROÏT'

Qu'en est-il alors de la conversion proprement religieuse et éthique ? Elle vient en quelque sorte "par surcroît" : en ce sens qu'elle n'atteint pas autant d'individus que les changements de civilisation (M. 84).

À propos de la conversion au christianisme de l'empereur romain Constantin (en 312), on a fait remarquer qu'il ne s'agissait pas, à proprement parler, d'une conversion entendue comme le refus des idoles au profit du vrai Dieu⁴. L'empereur Constantin avait fait l'expérience que le Dieu des chrétiens qu'il avait invoqué avant de livrer la bataille contre Maxence au pont Milvius, l'avait exaucé. Un tel Dieu méritait qu'on l'honore.

4 HORST Eberhard, Konstantin der Grosse, Düsseldorf 1984, p. 39

A vrai dire la tolérance typiquement romaine à l'égard des divinités étrangères est venue à la rencontre du christianisme. Mais c'est après-coup que l'opinion publique romaine, les autorités païennes et les nouveaux convertis se rendirent compte que la religion chrétienne apportait une vision totalement nouvelle des choses. Celle-ci la mettait non seulement en compétition avec le paganisme romain, mais prétendait le dépasser.

Constantin a également été le premier empereur romain à saisir que la religion chrétienne, avec ses structures universalistes, pouvait servir de support au projet de civilisation véhiculé par l'empire romain (Horst 46), qui n'avait pas eu le temps d'édifier une religion impériale très structurée (M. 101).

● L'INTERET COMME ELEMENT LEGITIME D'UNE CONVERSION AUTHENTIQUE

Une question se pose : ceux qui se sont convertis au christianisme, dans l'empire romain ou dans le contexte de la colonisation en Afrique, l'ont-ils fait par simple jeu politique ou par conviction ? Posée de cette manière, la question recevra toujours une réponse fondamentalement double. Ntoranyi, le témoin 18, l'a prouvé.

Et Paul Rutayisire de conclure : "La conversion des premiers chrétiens rwandais ne s'explique pas de manière unilatérale, c'est-à-dire seulement socio-que, ou seulement religieuse" (R. 360). Bien plus : posée en ces termes, la question ne permettra probablement jamais d'en savoir davantage quant aux vrais mobiles d'une conversion.

Et, surtout, la question ne tient pas compte du fait que, l'intérêt - même politique - est un aspect légitime d'une conversion, pourtant authentique, au christianisme. Conversion qui peut (!) faire découvrir

à son auteur, bien souvent en cours de route seulement, l'impact de l'acte qu'il a posé et les choix qui devront en découler.

● CE SONT LES "MIRACLES" QUI LES ONT CONVERTIS

La question de comprendre, comment des milliers de païens, et non quelques douzaines d'individus seulement, pouvaient être amenés à embrasser le christianisme, n'est pas réservée à l'histoire de la mission en Afrique. Elle ne finit pas d'occuper l'historien du paganisme à l'époque romaine. Ramsay Macmullen arrive à une conclusion pour le moins étonnante et inhabituelle. En effet il affirme à ce propos, que les témoignages, dont dispose l'historien, sont formels : c'est à cause des miracles que les gens se sont convertis en masse.

Il conclut : "Il aurait été absurde pour un romain païen, de croire que de nouveaux pouvoirs surnaturels faisaient irruption dans le monde avec l'arrivée du christianisme, sans avoir sous les yeux la preuve de leur efficacité. C'est ce qui provoquait les conversions; rien d'autre n'est attesté"⁵.

Au gouverneur d'Égypte qui interroge le chrétien Phileas pour savoir d'où venait sa certitude que le Christ est Dieu, celui-ci répond : "il a rendu la vue aux aveugles, l'ouïe aux sourds, guéri les lépreux, ressuscité les morts, fait parler les muets, et guéri de leurs infirmités des foules entières" (Macmullen, 155).

Le témoignage de Rusingizandekwe, n'a-t-il pas cette même qualité (témoin 3)? A Paul Rutayisire qui voulait savoir ce qui avait poussé les élèves de l'Iitorero de Nyanza à embrasser le christianisme, Rusingizandekwe

⁵ MACMULLEN Ramsay, Le paganisme dans l'empire romain, Paris, 1987, p. 155.

répond : "on nous racontait souvent l'histoire des martyrs de l'Uganda : comment ils se sont montrés courageux et fidèles à leur engagement jusqu'à la mort. Nous voulions suivre leur exemple... Ce sont les martyrs de l'Uganda qui ont converti l'école de Nyanza".

● TOUTE RELIGION DOIT REPONDRE AU BESOIN DE SALUT

Tout en relevant de l'Esprit et de la foi, ces témoignages rejoignent l'analyse plutôt sociologique d'Henri Maurier quand il pense pouvoir avantageusement réduire tout phénomène religieux à l'expérience salvifique (M. 114). Selon Maurier, toute expérience religieuse consiste à organiser l'espérance, lors des moments favorables; les occasions n'y manquent pas : naissances, maladies, grossesses, décès, semailles, récoltes (M. 123).

Ce que les hommes cherchent dans une religion universaliste, comme dans le paganisme, c'est essentiellement un salut pour le vivant, et n'importe quelle religion doit honorer cette requête fondamentale (M. 136). La religion naît et se nourrit, en effet, de l'anxiété, de l'angoisse, des incertitudes éprouvées par les hommes (M. 172).

De ce point de vue, il n'est guère étonnant que la mission chrétienne ait fait, en Afrique et ailleurs, de l'école, du développement et des soins de santé, des actions prioritaires. C'est là un autre effort religieux, et néanmoins le même, pour répondre au besoin de salut, cette fois-ci par personnes (chrétiennes) interposées...

Peut-on alors rechercher une conversion désintéressée et une foi pure ? N'est-il pas évident que la connaissance du Dieu de Jésus-Christ et l'accès à celui-ci passent par les miracles ? Ne passent-ils pas par l'efficacité de ces gestes que ne cessent de

poser ceux et celles qui se réclament de ce Dieu attentif au salut des hommes et qui prolongent ainsi les miracles du Christ ?

● DU PAGANISME AU CHRISTIANISME : UN PASSAGE AU 'SUR-NATUREL'

Il reste néanmoins vrai que les religions à révélation, dont le christianisme, prétendent non pas remplacer, mais dépasser le paganisme, en ce sens qu'elles proposent aux hommes une vision au-delà de l'immédiat vital. Le salut, écrit Maurier, ne saurait être ramené au plan naturel de la santé, de la justice et de la paix sociale. C'est là un péché fondamental dont parle la Bible, péché dont l'homme ne peut se libérer sans une intervention spéciale de Dieu (M. 153).

À l'accomplissement des vœux inhérents à la vie humaine dans les religions païennes, correspond dans le christianisme, un accomplissement qui ne peut être rendu visible en sa totalité sur terre. La communauté des croyants ne se réduit pas dans les religions à révélation, à la sociabilité ordinaire de la famille, du voisinage, de la cité (M. 157).

Malgré leur percée indubitable liée à l'avènement d'une civilisation mondiale, les religions universalistes n'ont pas "dépassé" le paganisme en ce sens qu'il aurait disparu. Nous avons même vu que le paganisme leur est nécessaire en tant que miroir renversé. Elles ne finiront pas de se définir par rapport à ces mouvements religieux qui n'ont pas leur origine dans la révélation, mouvements qu'elles qualifient de "païens".

Ce terme "païen" est chargé d'un lourd héritage. Mais la réalité restant toujours impénétrable, il faudrait trouver un autre terme pour la désigner. En tout cas il est secondaire de savoir que des noyaux

de religion traditionnelle ou de paganisme authentique, existent encore de par le monde. Ce qui compte, c'est de savoir que le paganisme représente une part de nous-même, selon la belle formule de Maurier (M. 185).

COMMENT PEUT-ON ÊTRE PAÏEN ?

Il est un fait peu connu en Afrique : l'Europe chrétienne a constamment été traversée, depuis l'Antiquité, d'un courant exhaltant le paganisme et prônant un retour-recours à l'antiquité païenne. Alain de Benoist, philosophe français et chef de file de la 'nouvelle droite', donne un excellent aperçu de ce courant dans son livre, d'où est repris le titre même de cet article⁶. Cet auteur s'inscrit personnellement dans cette tradition, et son livre est un procès mordant du christianisme et de son empreinte séculaire sur la civilisation européenne. C'est en même temps, un plaidoyer passionné pour la redécouverte (non pas le retour !) d'une conception païenne de la vie et du sacré. Cette conception n'aurait jamais, selon lui, disparu de l'Occident, et ferait donc partie du patrimoine spirituel le plus profond et le plus authentique de l'Europe.

Alors que la théologie hébraïque, dont est tributaire le christianisme, professe que l'Être absolu est distinct du monde, la théologie païenne, professe que c'est la nature qui est divine (Benoist, 52).

Or, le vrai paganisme repose précisément sur l'idée que la nature est sacrée, et que ce sacré s'investit comme mystère en ce monde. Cette conception permet, d'après de Benoist, d'échapper au dualisme désastreux

⁶ DE BENOIST Alain, Comment peut-on être païen ?

de caractère judéo-chrétien, qui séparerait de ce monde, l'absolu en le posant comme un vis-à-vis (Benoist 35).

L'auteur voit d'ailleurs dans un certain ésotérisme en vogue dans les pays industrialisés, ainsi que dans la vague écologiste, des preuves d'une resurgence du paganisme. Les tendances au pluralisme et à l'entracement seraient également autant d'indices d'un rejet de l'universalisme et de cette bête noire qu'est pour de Benoist, 'l'égalitarisme chrétien' (Benoist 23).

PAS D'HISTOIRE DE LA MISSION SANS THEOLOGIE

Paganisme et christianisme sont donc deux visions spirituelles du monde, distinctes l'une de l'autre. Dans une large mesure, ils s'affrontent (Benoist 10), tout en puisant à cette même source énergétique qu'est le besoin de salut (M. 170). L'histoire et l'expérience montrent que l'affrontement a lieu parfois au cœur même des hommes.

L'étude historique de la christianisation et de l'évangélisation de la société rwandaise, en tant que civilisation païenne, ne devrait pas faire l'économie d'une réflexion systématique des rapports christianisme-paganisme. En ce domaine, LA COLLABORATION DU THEOLOGIEN ET DE L'HISTORIEN S'AVÈRE ÊTRE INDISPENSABLE.

L'histoire même y trouverait un horizon d'interprétation élargi. Et la question du sens et de la pertinence du dépassement du paganisme par les religions universalistes, apparaîtrait non plus sous son seul angle historique, ni sous son seul aspect de confrontation de cultures. Elle apparaîtrait comme un débat actuel et brûlant, partout où des hommes se situent dans l'englobant ou face à celui-ci, c'est-à-dire dans l'expérience religieuse.

Alors, la revendication d'être païen pour qui que ce soit, ne pourrait plus être taxée d'anachronisme malsonnant, pas plus que son dépassement en une religion universaliste. Une religion universaliste à révélation, telle que le christianisme, ne devrait plus être qualifiée, dans un contexte africain, de néocoloniale et d'irresponsable. Car "l'expérience religieuse fondamentale implique ses propres dépassements", dit Maurier. Mais pour ajouter tout de suite : "à l'intérieur du même" (M. 141).

Claude LOMBRIER.

UN RWANDAIS A JEUNE AFRIQUE

François-Xavier MUNYARUGERERO, Président de l'Association des Ecrivains du Rwanda "IBARWA" et Vice-Président de l'Association panafricaine des Ecrivains "PAMA", va à Jeune Afrique, à Paris, où il assurera les fonctions de Rédacteur.

N'est-ce pas une "première" qu'un ressortissant rwandais fasse partie du personnel d'un hebdomadaire de renom mondial ?

Depuis le 25 mars 1990, MUNYARUGERERO a été remplacé à son poste de Président d'IBARWA par André KAMEYA, tous deux membres du Comité de Rédaction de DIALOGUE.

A l'un et l'autre, nous souhaitons bon succès dans leurs nouvelles fonctions.

DIALOGUE.



Le 11 février 1990 la Société Biblique au Rwanda célébrait dans la Cathédrale Saint-Michel (Kigali) la dédicace du Nouveau Testament en Kinyarwanda. Une cérémonie qui couronnait un travail de plus de 12 ans.

Le Père Gilles-Marius DION qui a épluché ce livre nous en présente ses qualités.

UN NOUVEAU TESTAMENT... TOUT NOUVEAU

En moins d'une année, les chrétiens du Rwanda auront vu paraître deux éditions complètes du Nouveau Testament en Kinyarwanda. La dernière traduction, publiée en 1989 et mise en vente en janvier 1990, est l'oeuvre de la Société Biblique au Rwanda.

Cette version interconfessionnelle deviendra très rapidement, comme on peut le souhaiter, le texte en usage dans toutes les confessions chrétiennes du pays. Mais l'Eglise catholique possède, depuis 1988, une dernière traduction complète du Nouveau Testament. Or deux gestes significatifs nous font penser que le caractère interconfessionnel - pour ne pas dire œcuménique - de cette traduction est déjà reconnu officiellement par les Autorités de l'Eglise catholique.

D'une part, la Conférence des Evêques catholiques du Rwanda a publié ce communiqué : "La C.E.P.R. a marqué son accord pour que la sous-commission

épiscopale pour l'Apostolat Biblique soit partenaire et non pas membre de la Société Biblique au Rwanda" (réunion du 18 au 21 septembre 1989).

D'autre part, la Célébration de Dédicace du Nouveau Testament par la Société Biblique a eu lieu dans la Cathédrale St-Michel, le 11 février 1990 avec la participation des Autorités religieuses de l'Eglise catholique. Une foule considérable de chrétiens de la capitale - de toutes confessions - a applaudi cette cérémonie à caractère œcuménique.



Monsieur Vincent NSENGIYIMWA, archevêque de Kigali
a présidé cette cérémonie du 11.2.1990.

Le Kinyamateka (N° 1316) a donné un large écho à l'événement en y consacrant toute sa page religieuse. Les Catholiques peuvent donc accueillir cette traduction commune sans la qualifier de "protestante" et sans sous-estimer ses qualités.

Cette traduction est le fruit d'un travail de plus de dix ans. En 1981, était publié l'Evangile de Marc "en kinyarwanda courant et interconfessionnel". Puis se succédaient les trois autres Evangiles et les Actes de Apôtres. Grâce à des traducteurs et correcteurs nombreux et compétents, animés d'un souci évident d'œcuménisme, cette version s'est révélée pleine d'originalité et de qualités.

Inkuru Nziza ku Muntu Wese. Isezerano Rishya mu Kinyarwanda cy'iki gihe. "Le Nouveau Testament en Kinyarwanda courant et interconfessionnel", Alliance Biblique Universelle - La Société Biblique au Rwanda (B.P. 788 - Kigali), Typeset (composition) in Great Britain by Latimer Trend and Company Ltd, Plymouth, (Impression en Corée du Sud - cette indication ne se trouve pas dans la publication), VIII+543 pp. (tirage à 20.000 exemplaires).

● BONNE NOUVELLE POUR TOUT HOMME

Titre où se mêlent l'ancien et le neuf ! D'abord l'expression Inkuru Nziza : "La Bonne Nouvelle" ou "Bonne Nouvelle" ou "Une Bonne Nouvelle" ou "Bonne Nouvelles", désigne ici le Nouveau Testament.

Cette expression est privilégiée par les Catholiques pour désigner l'Evangile, dans le sens d'écrit d'un évangéliste. Par exemple : Inkuru Nziza ya Yezu Kristu uko yanditswe na Matayo ("Evangile selon Matthieu"). Pour dénommer chacun des Evangiles, la Société Biblique utilise les mots Ubutumwa bwiza. Par exemple : Ubutumwa bwiza bwanditswe na Matayo ("Evangile selon Matthieu").

Enfin les trois mots ku muntu wese ("pour tout homme") est une heureuse trouvaille qui souligne à la fois l'aspect universel et personnel de la Bonne Nouvelle.

Sur la couverture et à la page 1, le sous-titre Isezerano Rishya... ("Nouveau Testament") correspond aussi au vocabulaire catholique.

La Société Biblique ajoute "mu kinyarwanda cy'iki gihe" ("en kinyarwanda d'aujourd'hui") afin de préciser l'enjeu selon ses principes bien connus et acceptés.

La mention en français : "Nouveau Testament en kinyarwanda courant et interconfessionnel" n'est faite qu'une fois (p. II). Dans la Préface (p. IV), l'idée est reprise en ces termes : "Bonne Nouvelle pour tout homme". Tel est le nom nouveau donné à ce Nouveau Testament interconfessionnel au Rwanda.

● DIVERSITE ET COMPLEMENTARITE

Désormais, il faudrait accepter sans arrière-pensée nos différences de vocabulaire. Elles ont été réduites au minimum et il est probable que tous les arguments pour ou contre telle expression ont été confrontés de part et d'autre au plus loin des concessions afin d'arriver à un consensus.

A partir de là, la Société Biblique a fait des choix; elle a opté, par exemple, pour Mukha Muziranenge ("Saint-Esprit"), pour Yohani Mubatiza ("Jean Baptiste"), pour Satani ("Satan"), ... Elle a accepté des compromis, choisissant Yezu et non pas Yesu, mais maintenant Kristo au lieu de Kristu. Une traduction interconfessionnelle est à ce prix !

Dans un esprit positif, le lecteur cherchera plutôt les mots communs, comme Ingoro y'Imana, abigishamate-geko, urusengerero... ils sont nombreux ! Le travail de la Société Biblique, après un long débat, ne débouche ni sur la défaite des uns ni sur la victoire des autres.

● ANONYMAT ET INTERCONFESSIONNALITE

Aucune identification n'est donnée, non seulement pour les traducteurs, mais aussi pour tous les collaborateurs, correcteurs et compositeurs des notes, du lexique, du vocabulaire et des cartes. De plus, aucune allusion à l'une ou l'autre confession chrétienne. Toutefois, à relever deux mentions discrètes de la Biblia Yera, la vénérable Bible protestante : à la p. VI, sont cités les noms anciens de quelques 36 livres de l'Ancien Testament et, à la p. VII, sont indiqués les sigles pour s'y référer.

● PUBLIER EN KINYARWANDA

La transcription du kinyarwanda est fidèle à toutes les règles linguistiques aujourd'hui en usage dans les publications ordinaires. Une seule particularité est retenue pour certains mots : un trait au-dessus d'une voyelle indique une tonalité longue. Le premier exemple, dans Mt 1,5, est Bozi. Entre deux maux (et deux mots), - une mauvaise prononciation ou une transgression à la législation - il faut choisir...

● UN BIEN DE FAMILLE

Ce Nouveau Testament dans ses emprunts a bénéficié de la longue expérience des Sociétés Bibliques. Ainsi, il s'inspire largement, quant à son format, ses divisions, ses sous-titres, sa préface, ses références parallèles, ses cartes, son index, ... de l'édition française "Bonnes Nouvelles Aujourd'hui", le Nouveau Testament en français courant, édité par

les Sociétés Bibliques, 1978, 626 p. et 2 cartes (il comporte un Imprimatur). Relevons quelques points.

La courte Préface (p. IV) est une reprise simplifiée de celle de l'édition française. Il en est de même pour les divisions et les sous-titres ainsi que pour les lieux parallèles. Nous avons parcouru tout le Nouveau Testament pour y chercher les modifications apportées. D'une part, cinq nouveaux sous-titres ont été ajoutés avantageusement. D'autre part, treize ont été supprimés (en général avec raison, en vue de simplifier le texte), mais deux auraient pu être maintenus : 1 Th 1, 2-10 et Jc 3, 13-18. Quant aux lieux parallèles, cette édition est complétée par deux références nouvelles seulement : Lc 12, 10 à Mt 12, 22; Lc 16, 18 à Mt 19, 1. Toutes les autres références sont exactement les mêmes et, avons-nous pu le contrôler, sans aucune erreur !

DES ACQUIS INTERCONFSSIONNELS

Quatre pages (pp. V-VIII) expliquent les signes et abréviations. Après une rapide initiation, le lecteur moyen connaîtra le mode d'emploi et s'y retrouvera facilement. Notons deux acquis au compte de la collaboration.

Premièrement, un accord s'est fait concernant la dénomination en kinyarwanda de tous les livres de la Bible. Deux livres de l'Ancien Testament cependant conservent une petite différence : Ruti / Ruta et Ezayi / Izayi.

Deuxièmement, un accord s'est fait sur la plupart des abréviations. Il faut toutefois regretter qu'elles ne soient pas les mêmes pour 10 livres de l'Ancien Testament et pour 1 du Nouveau Testament. A ce propos, il est utile de comparer les deux listes afin d'éclairer notre jugement.

NOM DES LIVRES	SOCIÉTÉ BIBLIQUE	CATHOLIQUES
Intangiriro	Intang	Intg
Ruti / Ruta	Ruti	Ruta
Ezira	Ezira	Ezr
Ezayi / Izayi	Ezayi	Iz
Amaganya	Amag	Mag
Ezekiyeli	Ezek	Ezk
Amosi	Amosi	Am
Obadiya	Obad	Obd
Mika	Mika	Mik
Malakiya	Malak	Mal
Ibyahishuwe	Ibyah	Hish

Notre préférence va aux abréviations de la Société Biblique. Bien sûr, celles de la Bible catholique font une économie de caractères. Mais la succession des consonnes est pour le moins étrange ! En outre, il faut bien reconnaître que, dans le pays, la mode est aux abréviations, non pas toujours aux plus courtes !

Mais surtout les choix de la Société Biblique respectent mieux le lien entre la dénomination du livre et le sigle le plus proche et le plus compréhensible. Pour la clarté ne vaut-il pas mieux préférer Intang à Intg, Ezira à Ezr, Malak à Mal ?

Pour le Nouveau Testament, il n'y a qu'une seule exception; elle concerne le livre de l'Apocalypse - Ibyahishuwe. Quelle est donc l'abréviation la plus simple et la plus proche de la dénomination du livre, Ibyah ou Hish ?

L'uniformisation du système d'abréviations aurait simplifié la consultation des uns et des autres. Il est peut-être trop tard pour penser à un système unique puisque les ordinateurs ont fait déjà leur travail et que des publications sont en cours

d'impression. Ces divergences malheureuses nous rappelleront encore longtemps que nous sommes toujours en marche vers l'unité ... préférable à l'interconfessionnalité !

● UN ART DIFFICILE !

Art difficile que celui d'illustrer la Bible ! Les Sociétés Bibliques utilisent le plus souvent des dessins faciles en vue de représenter certaines réalités inconnues ou peu connues dans le milieu culturel du lecteur. Dans cette perspective, la Société Biblique au Rwanda a retenu 23 dessins, la plupart déjà dans des publications antérieures. Certains ont été corrigés mais même leur transformation n'est pas d'aussi bonne qualité que celle de l'ensemble ou de chaque partie de ce Nouveau Testament.

Chaque image reçoit une brève explication avec référence au texte biblique voisin. Les dessins se retrouvent surtout dans les Evangiles et les Actes des Apôtres (20 sur les 23) : 5 pour Matthieu, 4 pour Luc, Jean et Actes, 3 pour Marc. Ailleurs, ils deviennent très rares : un dessin dans chaque Epître aux Corinthiens et un dans l'Epître de Jacques.

Dans l'ensemble, les dessins identifient correctement les objets qu'ils tentent d'illustrer, tantôt l'âne ou le chameau, tantôt une lampe juive ou une pièce de monnaie, tantôt une branche de figuier ou un plant de vigne, ... Somme toute, une vingtaine de petits dessins dispersés sur plus de 500 pages ne peuvent illustrer l'essentiel du message biblique lui-même, mais ils expliquent quelques réalités secondaires, comme le cheval et son cavalier, le costume militaire des Romains, le toit d'une maison juive, ... Nous apprécierons cette discrétion de l'image en fonction du texte sacré lui-même !

Un seul personnage du Nouveau Testament reçoit une illustration. Jésus est dessiné sous le trait du Bon Pasteur, puis représenté de dos, en compagnie de la Samaritaine, près du puits (pp. 188 et 204). Ces deux seules images de Jésus sont d'un goût artistique douteux. Quant aux autres, elles n'ont pas de valeur esthétique digne de mention.

Les images les mieux réussies du point de vue pédagogique et artistique sont, à notre goût, le Rouleau de la loi et le Cavalier sur son cheval (pp. 206 et 457). Un dessin est, par ailleurs, tout à fait raté ... Il s'agit de la représentation du Temple. A cause de son format trop petit, l'illustration est totalement faussée, surtout si on la compare à celle du scorpion aux proportions démesurées (pp. 142 et 168). L'art du dessin est si difficile que nous aurions préféré un texte sans ces illustrations !

● DU PAPIER AUX CARACTERES

Composition et impression sont, de toute évidence, bien réussies... sans oublier, en particulier le choix judicieux des caractères, la qualité du papier, la présentation agréable du texte, la disposition discrète des notes, ...

Si le Nouveau Testament interconfessionnel est d'un format plus grand que celui des catholiques, il est moitié moins épais; il compte 543 pages contre 944. Le choix des trois couleurs pour des couvertures différentes est heureux. Ici, l'esthétique est à l'honneur ! Aux spécialistes de décrire ces couleurs et à chacun d'apprécier le joli cordon servant de signet; la solidité de la reliure et de la couverture est soumise à l'épreuve du temps et de la manipulation !

Tout le texte biblique est composé avec le même type de caractères, assez petits et pourtant très

lisibles. Puisque le texte n'a recours qu'à un seul type de caractères, la composition paraît d'une belle continuité et uniforme. Par contre, les introductions pour chaque livre sont imprimées en caractères italiques et les annexes ont des caractères d'une facture plus petite.

Les sous-titres, toujours limités à une seule ligne, sont imprimés en caractères gras qui font bien ressortir les divisions. En dessous, une autre ligne en caractères italiques donne, s'il y a lieu, les lieux parallèles. Bon contraste en tout cela !

EXEMPLE DE BONNE COMPOSITION

La numérotation des chapitres et des versets est pratique et peu encombrante. D'abord, la division en chapitres est indiquée clairement par un chiffre très gros. Puis, en haut de chaque page, la mention du livre est accompagnée du numéro du chapitre (souvent 2 pour une seule page et une seule fois 3 chapitres à la page 508), sans faire mention des versets. Tout cela facilite la consultation et évite la surcharge.

Quant à la numérotation des versets, une particularité est intéressante. Au début de la péricope, le chiffre indiquant le verset est plus gros et bien mis en évidence à gauche de la page. Les chiffres des versets suivants sont plus petits et passent presque inaperçus.

MAIS LA PERFECTION N'EST PAS DE ...

Nous nous sommes efforcé de relever les fautes ... sans beaucoup de succès ! D'abord nous avons repéré 4 erreurs dans de mauvaises coupures de mots. La première est à la page VII (Bib-ly'a) et les 3 autres à la page 525, dans le lexique (abar-wayi,

umur-izo, bagir-aga). Nous avons parcouru attentivement tout le Nouveau Testament pour en trouver d'autres semblables ! Peine perdue ! ...

En deuxième lieu, une légère incorrection concerne le sous-titre de Lc 9, 1, où est écrit en chiffres ... "abigishwa 12". Partout ailleurs, comme il convient, on a recours aux lettres ... "abigishwa cumi na habiri" (Mt 10, 1; 10, 5 et Mc 3, 13; 6, 7 ...). Dans tous les sous-titres, le seul nombre indiqué en chiffre est 144.000 (Ap 7, 1). Rien à reprocher dans ce cas ! Jusqu'à présent, le texte biblique lui-même reste exempt de toute faute ! Nous attendons les découvertes de correcteurs plus attentifs ... !

Deux noms de lieux ont attiré notre attention. D'abord pour "Décapole", nous lisons Migicumi (Mt 4, 25; Mc 5, 20 et 7, 31). L'autre est la traduction de "Mont des Oliviers" : Umusozi wa Cyimizeti (voir les références dans l'index, p. 534). Nous renvoyons aux spécialistes de la linguistique et aux esprits avertis la question de l'exactitude de ces termes.

INTRODUCTIONS ET NOTES

Chaque livre du Nouveau Testament est précédé d'une Introduction ne dépassant jamais une page et demie. Selon un modèle commun, chacune donne des

¹ N.D.L.R. Il est trop tôt pour découvrir les erreurs qui pourraient s'être malencontreusement insérées dans le texte. Pour notre part, nous en avons découvert une, dans la liste de onze Apôtres, en Actes 1, 13. Alors que dans la traduction catholique du Nouveau Testament, il manque le nom de trois apôtres (Jacques - fils de Zébédée -, Mathieu et Jacques, fils d'Alphée), dans la traduction interconfessionnelle, il manque le deuxième : Jean.

indications sur l'auteur (ou les auteurs) du livre, le contenu, le plan, ... tout en ajoutant des remarques exégétiques ou théologiques nécessaires pour la compréhension du texte. Aucune trace des divergences théologiques ou d'interprétations qui séparent les Eglises ... La même constatation s'applique à toutes les sections annexes et aux notes explicatives.

Ces notes au bas des pages sont brèves et se limitent presque toujours à des références bibliques ou à quelques mots d'explication. La discrétion "interconfessionnelle" est de mise. Pour le Nouveau Testament, 28 pages n'ont aucune note. Il n'y en a aucune dans les Introductions. Très souvent, les notes couvrent moins de 4 lignes (c'est le cas pour 444 pages sur un total de 520). C'est dire que les notes s'étalent normalement sur une, deux ou trois lignes. Parfois, il y a 4 lignes de notes (c'est le cas pour 41 pages), plus rarement encore, 5 ou 6 lignes (12 et 11 pages). Enfin, si nous considérons les bas de pages ayant 7 ou 8 lignes, leur nombre est restreint (8 et 4 cas). Cette limite n'est jamais dépassée.

DES INSTRUMENTS UTILES

Le vocabulaire comprend 9 pages (p. 521-529) pour expliquer 83 mots pouvant causer difficulté. Il est facile à consulter et fournit des explications claires et brèves.

L'Index des noms (pp. 533-540) cite tous les noms propres de personnes, de groupes religieux ou autres, de lieux (villes, villages, régions, pays, rivières, lacs, ...), ainsi que les noms de leurs habitants. Pour 235 mots, cet instrument facile à consulter donne tous les renseignements utiles (comme un mot d'explication), toutes les références au Nouveau Testament et même, à l'occasion, les principales de

l'Ancien Testament et les renvois pour situer les lieux sur les cartes. C'est la première fois qu'une telle édition de Nouveau Testament en kinyarwanda offre un tel instrument de travail.

Le petit tableau historique (pp. 530-531) demeure malgré tout de consultation difficile pour le lecteur moyen. Ce calendrier couvre exactement la période allant de 10 av. J.-C. à 70 après J.-C. Tableau à plusieurs facettes, il fait découvrir le Jésus de l'Histoire et inscrit les événements du Nouveau Testament dans une histoire plus large. Voilà donc un instrument utile à la disposition du lecteur du Nouveau Testament.

Les 3 cartes géographiques (pp. 541-543) sont, par comparaison à celles du Nouveau Testament catholique, de qualité nettement supérieure. Le plan clairement tracé de Jérusalem est une autre nouveauté qui ne manque pas d'intérêt. Le lexique des noms propres renvoie, pour situer les lieux, à ces différentes cartes.

De tels instruments serviront certainement à la formation biblique des chrétiens peu habitués aux données de l'Histoire ancienne et de la Géographie biblique et peu sensibles à la signification précise des termes.

FELICITATIONS A LA SOCIÉTÉ BIBLIQUE ACCOMPAGNÉES DE SOUHAITS ET D'ENCOURAGEMENTS

Que la Société Biblique au Rwanda puisse achever le plus vite possible l'Ancien Testament, afin que tous puissent chanter sur un "air interconfessionnel" ... "deux Testaments, l'Ancien et le Nouveau ... Oh ! Oh ! Il n'y a qu'un seul Dieu qui règne dans les cieux" .

Gilles-Marius DION, o.p.

KIPHARMA

- Produits pharmaceutiques, vaccins et sérums;
- Produits de beauté;
- Médicaments et vaccins vétérinaires;
- Instruments et accessoires chirurgicaux;
- Microscopes et appareils scientifiques;
- Réactifs et verrerie de laboratoire;
- Produits chimiques pour l'industrie;
- Insecticides, fongicides, herbicides et «dipping liquids»;
- Pulvérisateurs et appareils pour l'agriculture et pour l'élevage.

«LA PHARMACIE DE KIGALI» ET «SES SUCCURSALES»



JANVIER

Rwanda FEVRIER

1990

● POPULATION ET MESURES DE REDRESSEMENT ECONOMIQUE

Du 5 au 16 février, le Ministre du Plan, M. Callixte Nzabonimana a effectué une tournée dans toutes les préfectures du pays. Il avait pour mission d'expliquer à la population les mesures de redressement économique prises par le Comité Central du Mouvement Révolutionnaire National pour le Développement (M.R.N.D.) et le Conseil du Gouvernement en Décembre 1989. Le Ministre devait rencontrer spécialement les Congrès préfectoraux, les représentants des confessions religieuses, les directeurs des établissements étatiques et parastataux.

Comme on s'en doute ces rencontres ont donné lieu à un riche débat qui devait inspirer le Comité Central et le Conseil du Gouvernement pour d'éventuels réajustements dans la mise en pratique des mesures prises. Parmi celles qui semblent avoir le plus frappé les esprits, on peut citer l'augmentation des prix de la bière et des limonades, la suppression des véhicules de l'Etat pour les Secrétaires et Directeurs Généraux, la vente des maisons de logement aux agents de l'Etat.

6e SOMMET DE LA C.E.E.A.C.

Les 25 et 26 janvier s'est tenu à Kigali le 6e Sommet de la C.E.E.A.C. : Communauté Economique des Etats de l'Afrique Centrale. Il a rassemblé 8 Chefs d'Etat des 10 pays qui forment cette communauté économique : République Centrafricaine, Zaïre, Gabon, Sao Tomé et Principe, Congo, Guinée Equatoriale, Burundi, Rwanda.



Les 8 Chefs d'Etats présents à ce sommet. Photo ONIPFOR.

Etaient également présents, le Secrétaire Général de l'Organisation de l'Unité Africaine (O.U.A.), les Représentants des Présidents Tchadien et Camerounais et une délégation du gouvernement angolais, pays observateur.

Dans son discours d'ouverture le Président du pays hôte, le Général-Major Juvenal Habyarimana, a notamment invité ses pairs à une analyse réaliste de la situation qui montre un retard croissant sur le programme de la première phase de la Communauté. Cette situation demande d'imaginer des formules et des approches originales afin que les Etats de la Communauté répondent aux attentes de leurs peuples.

Le Président sortant, le Général d'Armée André Kolingba (Centrafrique) s'exprima à peu près dans le même sens, en appelant la communauté à "écarter les égoïsmes nationaux au profit d'un vaste ensemble homogène et puissant". Une puissance impossible pour le moment, car en 1989, seuls 46 % des cotisations ont été payées, alors que 90 % du budget sert à payer le personnel; la stabilisation du régime fiscal et douanier prévu pour 1984 n'a toujours pas démarré.

De son côté le Secrétaire Général de l'Organisation de l'Unité Africaine, M. Salim Ahmed Salim a encouragé la communauté à se "séparer radicalement de la tendance habituelle de ne compter que sur la charité et d'entamer le processus de longue haleine mais inéluctable vers l'autosuffisance". La C.E.E.A.C. doit abandonner les "modèles de développement qui poussaient progressivement l'Afrique vers la dépendance alors qu'elle prêchait l'autosuffisance".

Comme cela se devait, le 6e Sommet a porté à la présidence de la C.E.E.A.C. pour 1990 le Chef de l'Etat rwandais. Dans son mot de clôture celui-ci a souligné que "les grands changements dans le monde, les alliances nouvelles et les bouleversements de ce qui semblait immuable, exercent sur notre continent des pressions multiples". Plutôt que de les craindre,

la C.E.E.A.C. doit en tirer la leçon et renforcer sa cohésion.

DEDICACE DU NOUVEAU TESTAMENT

Le 11 février, la Société Biblique au Rwanda célébrait la Dédicace du Nouveau Testament en kinyarwanda, dans la Cathédrale Catholique St Michel à Kigali. Etaient présents de nombreux fidèles des différentes Eglises, ainsi que leurs pasteurs.

Présidaient à cette cérémonie du côté catholique, Nosseigneurs Vincent Nsengiyumva et Thaddée Ntuhinyurwa, respectivement archevêque de Kigali et évêque de Cyangugu; le pasteur Michel Twaŋirayesu, Président de l'Eglise Presbytérienne au Rwanda et Président de la Société Biblique au Rwanda; Mgr Aaron Ruhumuliza qui représentait les Eglises Protestantes du Rwanda; le Pasteur Thomas Kwamiheto, Représentant de l'Eglise Adventiste du Septième Jour et le pasteur Jean Utumababutu, Secrétaire Général du Conseil Protestant au Rwanda.



Le Pasteur Michel Twaŋirayesu au cours de son intervention.

On notait aussi la présence de Mgr Augustin Nshaminigo, évêque de l'Eglise Episcopale au Rwanda,

à Shyira, du pasteur Faustin Bashaka, Représentant Légal de l'Association des Eglises Baptistes au Rwanda; du pasteur Samuel Musabyimana qui représentait Mgr Justin Ndandali, évêque de l'Eglise Episcopale à Butare, ainsi que de nombreux autres responsables d'Eglises dans le pays.

Les chants étaient animés par 2 chorales de la paroisse Catholique Sainte Famille (Kigali) et les chorales "Abasaruzi" de l'Eglise Adventiste du 7e Jour et "Fraternité" des Eglises Protestantes au Rwanda. Dans leurs discours de circonstance les différents intervenants ont souligné le caractère exceptionnel de cet événement qui réunissait toutes les confessions chrétiennes du Rwanda qui auront désormais à leur disposition un même texte du Nouveau Testament.

Cet événement a eu lieu, comme l'a souligné un des orateurs, le jour même de la libération de Nelson Mandela, jour historique pour l'Afrique, jour historique pour le Rwanda.

(Source : Kinyamateka n° 1316, Gashyamba 1990, p. 2).

RENCONTRE EVEQUES CATHOLIQUES-CHEF DE L'ETAT

Du 12 au 15 février les évêques catholiques du Rwanda ont tenu leur Conseil Episcopal annuel. Le 14 ils furent reçus en audience par le Chef de l'Etat, le Général-Major Juvenal Habyarimana. Selon un communiqué de presse "leur entretien a porté notamment sur le renforcement de la collaboration entre l'Eglise Catholique et le Gouvernement. Les évêques ont notamment assuré le Président de la République de l'appui de l'Eglise Catholique, notamment dans les activités d'alphabétisation, de la formation par et pour l'autoorganisation. Ils ont soutenu la nécessité de la transparence tout en évitant la diffamation et la propagation des faux bruits".

Le Chef de l'Etat a remercié les évêques pour leur soutien. Il a insisté sur les principes d'unité et de paix qui doivent guider tout le monde à tous les niveaux (...), a souhaité que cette paix et cette unité continuent de régner au sein de l'Eglise". Il a également souhaité "la participation des religieux à l'animation rurale de la population" et a demandé que "les curés des paroisses soient associés à la planification de l'Umuğanda dans les Communes". Les confessions religieuses devraient aussi adhérer aux mesures de redressement économique.

A la fin du Conseil, Mgr Vincent Nsengiyumva, archevêque de Kigali, a fait une déclaration à la presse. Il a souligné "l'importance accordée par l'Eglise aux actions de développement, notamment l'Umuğanda. Il a invité les prêtres et religieux, aussi bien nationaux qu'expatriés, à faire l'Umuğanda tout en soulignant que l'Umuğanda ne se limite pas aux seuls travaux manuels".

(Source : A.R.P. du 15.2.1990, p. 1-2; A.R.P. du 15.2.1990, p. 3).

● STRATEGIE NATIONALE DE L'ENVIRONNEMENT AU RWANDA

Du 12 au 16 février s'est tenu à Kigali le 2e Séminaire National sur l'Environnement. Ce séminaire était axé autour de 8 thèmes :

- ~ la population et l'aménagement du territoire;
- ~ l'agriculture, l'élevage et la foresterie;
- ~ les milieux naturels, le tourisme et les catastrophes naturelles ou provoquées;
- ~ l'interaction entre l'énergie, l'eau, les industries, l'urbanisme, le transport et la santé;
- ~ le cadre juridique et institutionnel;
- ~ l'éducation, l'information et la recherche en matière d'environnement;
- ~ la coopération internationale;
- ~ la femme du milieu rural et l'environnement.



Au milieu : M. Emmanuel NANCINI, Secrétaire Général au Ministère du Plan et Coordinateur du Séminaire

Tous ces thèmes furent abordés sous trois aspects : diagnostic, stratégie, plan d'action. Ce fut une gageure que d'essayer de cerner jusqu'à des détails le problème de l'environnement pendant ces quatre jours, car finalement l'environnement c'est tout l'homme et c'est toute la nature.

Malgré un travail fort intéressant, il fut recommandé aux équipes techniques qui avaient préparé le Séminaire d'améliorer et d'enrichir les textes. Aux autorités compétentes il fut recommandé de mettre en application, et le plus rapidement possible, les actions proposées comme prioritaires.

● ELECTIONS DES CONSEILLERS DE SECTEURS

Le 21 janvier, le peuple élysait pour la 8e fois depuis 1960, les Conseillers de Secteurs. Dans une interview accordée à la Presse, le Chef de l'Etat a rappelé "l'un des quatre axes de la politique

gouvernementale au cours de cette législature, à savoir la concertation qui doit commencer à la base, la concertation qui est aussi et surtout le pilier de la vraie démocratie". Mais "la concertation ne signifie pas avoir les mêmes idées car autant de têtes autant d'idées. L'important c'est de mettre ensemble ces idées pour voir ce qu'il faut faire".

(Source : A.R.P. du 21-22 janvier 1990, p. 1).

BUDGET 1990

Le 19 janvier, le Conseil National de Développement (C.N.D.) adoptait le projet de loi portant fixation du Budget Ordinaire, du Budget pour Ordre et du Budget de développement pour l'exercice 1990. Ces budgets sont répartis comme suit :

- Budget Ordinaire : 26.364.000.000 FRw pour les dépenses de l'Etat et des crédits de paiement;
 - Budget pour Ordre : 2.126.237.122 FRw dont : 120.000.000 FRw pour avance sur traitement au personnel sous-statut pour la construction des maisons d'habitation; 56.000.000 FRw pour avance sur traitement au personnel sous-statut pour l'acquisition des moyens de déplacements; 80.000.000 FRw pour avance sur traitement au personnel sous-contrat pour la construction des maisons d'habitation; 20.000.000 FRw pour avance sur traitement au personnel sous-contrat pour l'acquisition des moyens de déplacements;
 - Budget de Développement : 14.321.287.601 FRw pour l'exécution et l'achèvement des projets relevant du Budget de Développement et pour des crédits de paiement.
- On le voit ces budgets sont légèrement supérieurs à ceux de 1989 qui étaient respectivement :
- Budget Ordinaire : 23.349.222.402 FRw;
 - Budget pour Ordre : 1.583.344.193 FRw;
 - Budget de développement : 14.186.248.384 FRw.

Tableau comparatif des Budgets 1989 et 1990

	BUDGET 1990	BUDGET 1989
1. Recettes Ordinales		
- Impôts personnels et sur revenus	8.130.800.000	7.392.150.000
- Recettes domaniales	14.683.800.000	12.732.000.000
- Recettes domaniales et administratives	3.549.400.000	3.285.072.402
TOTAL	26.364.000.000	23.349.222.402
2. Dépenses Ordinales		
00 Conseil National de Développement	135.631.055	134.374.314
01 Présidence de la République	520.268.676	773.290.706
02 Ministère de la Défense Nationale	3.155.724.202	2.813.146.619
03 Ministère des Relations Institutionnelles	14.778.473	15.412.336
04 Ministère de l'Intérieur et du Développement Communal	357.298.706	440.366.047
05 Ministère de la Justice	1.142.657.086	1.120.467.362
06 Ministère de la Fonction Publ. et de la Formation Profes.	286.471.213*	134.800.839
07 Ministère des Finances (dont Service de la Dette Publique)	9.087.918.378	6.592.441.714
08 Ministère de l'Industrie et de l'Artisan	(6.678.955.052)	(4.106.663.131)
09 Ministère de l'Agriculture, de l'Elevage et des Forêts	117.680.326	124.494.528
10 Ministère du Plan	666.526.840	677.726.332
11 Ministère des Travaux Publics, de l'Energie et de l'Eau	119.082.997	157.655.142
12 Ministère des Transports et des Communications	1.331.175.682	1.437.276.736
13 Ministère de l'Enseignement Primaire et Secondaire	384.879.202	480.372.366
14 Ministère de l'Enseignement Sup.	5.812.227.012	5.689.879.799
15 Ministère de la Recherche Scient.	426.835.527	432.194.831
16 Ministère de la Jeunesse et du Mouvement Associatif	223.458.877	264.414.525
17 Ministère des Affaires Etrang. et de la Coopération Intern.	1.485.319.085*	1.053.082.307
18 Ministère de la Santé et de la Consommation	1.002.573.313	976.228.171
TOTAL	91.393.340	81.497.828
3. Budget pour Ordre	26.364.000.000	23.349.222.402
4. Budget de Développement	2.126.237.122	1.583.344.193
- Interne	5.650.000.000	5.120.000.000
- Externe	8.671.287.601	2.088.248.384
TOTAL	14.321.287.601	14.186.248.384

* Notes : 1. dont 157.560.000 pour des médailles de service.
2. dont 466.038.000 de contribution aux organismes internationaux.

VISITE DU PAPE

Depuis le mois de janvier un véritable état major s'active d'arrache-pied pour l'accueil du Pape. Différentes Commissions se réunissent régulièrement pour que rien ne soit laissé au hasard. Lors de leur rencontre avec le Chef de l'Etat, le 14 février, les évêques catholiques sont revenus sur cette visite papale, précisant que Jean-Paul II se rendra dans les diocèses de Kigali, Kabgayi et Nyundo.

Présentant ses Lettres de Créance le 2 mars 1990, le nouvel ambassadeur du Rwanda près le Vatican, Son Excellence M. François Ngarukiyintwari, a également évoqué ce voyage : "Le Président de la République Rwandaise et tout le peuple rwandais se sont réjouis de votre réponse positive à visiter notre pays, le pays des mille Collines, en septembre 1990".

Et le Pape de parler de cette visite en ces termes : "En septembre prochain, s'il plaît à Dieu, je dirigerai mes pas vers le pays des mille collines. Je me réjouis à la pensée de faire la connaissance de votre peuple et d'aller célébrer avec les catholiques la foi qui nous est commune et qui est notre grande richesse. Je sais que les catholiques rwandais se préparent activement, avec leurs pasteurs, à cette rencontre avec l'évêque de Rome, et je rends grâce à Dieu de la ferveur des Communautés chrétiennes de votre pays".

(Source : *Osservatore Romano*, n° 11 du 13 mars 1990, p. 1).

DIALOGUE.

A travers livres et revues

GORBATCHEV Mikhaïl : *Perestroïka. Vues neuves sur notre pays et le monde*, Collection "J'ai lu", Flammarion, Paris, 1987.

Ce livre a été écrit en .. américain ! Mikhaïl Gorbatchev s'en explique tout au début : "En écrivant ce livre, j'ai voulu m'adresser directement aux peuples de l'Union Soviétique et des Etats-Unis, ainsi, en fait, qu'à ceux de tous les pays." (p. 7).

Pourquoi s'adresser à ces peuples ? "J'ai écrit ce livre, car je crois en leur bon sens... Nous devons nous rencontrer et discuter. Nous devons traiter les problèmes dans un esprit de coopération, plutôt que d'animosité... Ce livre est ma contribution au dialogue" (p. 7).

Le couple PERESTROÏKA-GLASNOST (qu'on peut, traduire par Restructuration et Transparence), a été rendu célèbre par Gorbatchev. Ce livre "Perestroïka" est une tentative de définition de ces termes. Écoutons le président de l'U.R.S.S. définir la Perestroïka : "Perestroïka est un terme qui a beaucoup de significations. Mais s'il nous fallait choisir... nous dirions que PERESTROÏKA est une REVOLUTION. Une accélération décisive du développement socio-économique et culturel de la société soviétique... est sans aucun doute une tâche révolutionnaire." (p. 63-64).

Gorbatchev va nous expliquer à longueur de pages qu'il ne faut surtout pas croire que ce qui se passe actuellement en U.R.S.S. ressemble à un abandon de la Révolution de 1917. Bien au contraire ! Nous replongeons, dit-il, aux racines de la pensée de

Lénine. La société soviétique qui naîtra de la Perestroïka sera bien plus "socialiste" que celle que dirigeait Staline, Kroutchev ou Brejnev : ces dirigeants avaient perdu le sens du vrai socialisme... Les authentiques héritiers de Lénine, nous dit Gorbatchev, c'est nous, les dirigeants engagés dans la Perestroïka.

Il y a ici, me semble-t-il, deux choses importantes à comprendre dans le mécanisme de la pensée du dirigeant soviétique :

● D'abord le souci de donner des gages aux membres de la Nomenklatura soviétique, spécialement à ceux qui regardent d'un mauvais oeil ce que fait le camarade Gorbatchev. Et peut-être aussi une sorte de mise en garde : méfiez-vous, semble-t-il dire à la vieille garde, on pourrait peut-être un jour vous taxer de "révisionisme"...

● Plus fondamentalement, nous retrouvons la dialectique d'Hegel : "thèse, antithèse, synthèse". Expliquons-nous brièvement : il y a eu une THÈSE : c'est la pensée de Lénine et sa vision du socialisme. Puis vint l'ANTITHÈSE : tout ce qui, par la suite, a déformé la vraie vision du socialisme, spécialement les abus bureaucratiques, les atteintes aux droits de l'homme, etc... Ce n'est pas du socialisme, car celui-ci prône la démocratie. Enfin, vint, et c'était inévitable, la SYNTHÈSE, c'est-à-dire la reprise de la thèse, après élimination de abus de l'antithèse, et avec l'adaptation à l'époque actuelle : c'est la Perestroïka. Pour parler très brièvement, on pourrait dire : Lénine-Gorbatchev, même combat !

Écoutons-le une fois de plus : "Neuf citoyens soviétique sur dix, aujourd'hui, sont nés après la Révolution. Et l'on continue à nous inciter à abandonner le socialisme. Mais pourquoi donc le peuple soviétique, qui a grandi et a accru ses forces par ce système, l'abandonnerait-il ? Nous n'épargnerons, au contraire, aucun effort pour développer et renforcer

le socialisme, car j'ai la conviction que, jusqu'ici, nous n'avons utilisé qu'une fraction de son potentiel" (p. 53).

Voilà pour la Perestroïka. Qu'en est-il de la GLASNOST ? "Aujourd'hui, la Glasnost est l'exemple éloquent d'une atmosphère spirituelle et morale normale qui, dans une société, rend les gens aptes à mieux comprendre ce qui est arrivé par le passé, ce qui se passe actuellement, à comprendre aussi ce pour quoi nous luttons, quels sont nos plans, et sur la base de cette compréhension, à participer consciemment à l'effort de restructuration" (p. 103-104).

Autrement dit, pas de Perestroïka possible sans clarté, sans une atmosphère de confiance entre dirigeants et dirigés. Pour employer d'autres catégories de pensée, nous pourrions dire qu'il n'y a pas de développement possible sans animation, sans motivation, sans conscientisation.

Citons une fois de plus Mikhaïl Gorbatchev : "Les gens ont pris goût à la Glasnost. Et non pas seulement en raison du désir bien naturel de savoir ce qui se passe, ou qui travaille et comment. Les citoyens sont de plus en plus convaincus que la Glasnost est une forme de contrôle public exercé sur les activités de tous les organismes gouvernementaux, sans exception, et un puissant moyen d'en corriger les insuffisances" (p. 104).

● QUEL JUGEMENT POSER SUR CE LIVRE ?

Peut-être faut-il ne pas en poser et l'accueillir comme un document de travail, un témoignage. Il peut être intéressant, pour qui veut essayer de comprendre ce qui se passe en U.R.S.S. et dans les pays satellites, de se laisser "glasnoïster" par Gorbatchev.

D'autre part on peut quand même tenter de faire certaines analyses. D'un point de vue chrétien, et sans vouloir "récupérer" Gorbatchev, et en faire un Père de l'Eglise, ne pourrait-on pas voir en lui l'évolution du plan de Dieu sur le monde, un peu comme au temps du 2e Isaïe, l'auteur sacré n'a pas hésité à définir le roi païen Cyrus comme "l'Oint du Seigneur" (voir Isaïe 45,1) ?

Notre monde va vers son unité et il faut des hommes, que l'on peut qualifier de providentiels, pour indiquer la route à cette unité, une unité qui se comprend comme respect de l'homme, respect des valeurs de toute civilisation, expression des divergences, etc...

Du point de vue de la géopolitique, il est évident que Gorbatchev marquera la fin de ce siècle, qu'il réussisse ou pas sa "Perestroïka". Il aura contribué à libérer les forces démocratiques et les pulsions de liberté, et cela, pas seulement dans l'empire soviétique. Déjà certains dictateurs s'inquiètent de l'influence de sa pensée sur les intellectuels et les jeunes de leurs pays...

Concluons avec lui : "Nous voulons voir la liberté régner sans partage au siècle qui vient, dans le monde. Nous voulons voir se développer sans entraves une compétition pacifique entre les différents systèmes sociaux, encourager une coopération mutuellement profitable plutôt que la confrontation et la course aux armements. Nous voulons que les gens de tous les pays jouissent de la prospérité, du bien-être et du bonheur. La route qui y mène passe par l'instauration d'un monde dénucléarisé, non violent. Nous sommes embarqués sur cette route, et invitons tous les autres pays et nations à nous rejoindre" (p. 379).

Michel DONNET.

Brandstetter Anna-Maria : Herrscher über tausend Hügel. Zentralisierungsprozesse in Rwanda im 19. Jahrhundert. Mainz : Pöschel Presse im Verlag Titus Grab, 1989. X + 112 pp., tabl., cartes.

Note de la Rédaction : ce compte-rendu, à l'exception de quelques lignes, a été publié d'abord dans la revue *Anthropos* (1990, vol 85).

L'histoire du Rwanda précolonial a fait l'objet de travaux très nombreux. Certains se basent essentiellement sur les traditions officielles et sont axés sur le seul Rwanda central; d'autres mettent l'accent sur la grande diversité des structures et des processus historiques en explorant les traditions populaires et régionales.

Sur le plan des méthodes, les historiens se sont efforcés de compléter les informations issues des traditions orales, au sens strict, par des témoignages non formés d'avance qui se laissent découvrir par des interviews stratégiquement orientées vers des problèmes spécifiques.

Les archéologues ont entrepris de vérifier les traditions et les reconstructions des historiens. On a également commencé à utiliser des ressources narratives, comme les distributions claniques, dans une approche historique.

Anna-Maria Brandstetter, assistante à l'Institut d'Ethnologie et d'Etudes africaines de l'Université de Mayence, présente ici une remarquable synthèse de nos connaissances sur l'évolution du Rwanda précolonial.

Dans le premier chapitre, l'A. évalue les différents types de traditions orales et retrace succinctement le développement des études ethnologiques et historiques sur le Rwanda.

Le deuxième chapitre examine la littérature relative à la catégorisation "ethnique" de la population rwandaise et aux questions qui s'y rapportent (l'hypothèse dite "hamite", le concept de caste, la mobilité sociale), ainsi que les hypothèses (spéculations) sur les migrations et le peuplement du Rwanda.

L'organisation socio-politique de la population agricole avant la naissance du royaume rwandais fait l'objet du troisième chapitre : il porte sur la structure et les fonctions des groupes de filiation et sur la question de savoir comment, à partir de cette base, des entités politiques territoriales ont pu se développer.

Le quatrième chapitre esquisse l'évolution du royaume rwandais jusque vers 1800, dans quatre de ses aspects : l'idéologie de la royauté sacrée, les armées, la structure administrative et l'expansion territoriale; dans le dernier volet de ce chapitre, l'A. analyse les contraintes limitant l'exercice de l'autorité royale à la veille du XIXe siècle, époque de la consolidation centralisatrice.

Le cinquième chapitre, le plus long, correspond au sous-titre de l'ouvrage. Après un bref aperçu de l'expansion territoriale du Rwanda au XIXe siècle, l'A. étudie en détails l'évolution des structures foncières, mettant l'accent sur la désintégration progressive du domaine lignager et de l'individualisation de la tenure; elle analyse les innovations administratives dans le Rwanda central et l'administration des régions périphériques; la dernière section de ce chapitre met en évidence la perte de l'autonomie des groupes de filiation.

Le chapitre final présente les processus historiques étudiés sous un éclairage sociologique. Après avoir rejeté l'étiquette "féodale" pour caractériser le Rwanda précolonial, l'A. analyse les conséquences qu'ont eues pour la centralisation de l'Etat et le renforcement du pouvoir royal, les changements intervenus au XIXe siècle : la bipartition de la fonction de chef de district, la création de nombreuses entités territoriales soustraites à l'administration régulière, la multiplication des résidences royales et la grande mobilité des rois, les efforts déployés pour briser le caractère héréditaire des fonctions politiques par la nomination, aux postes nouvellement créés, de favoris n'appartenant pas aux lignages influents.

En annexe, on trouve une typologie des traditions orales, deux chronologies des règnes royaux et quatre cartes dont la dernière (Expansion du Rwanda au XIXe siècle) est indubitablement la meilleure qui existe sur le sujet. [Mme Brandstetter avait déjà publié cette carte dans un bref article de 1984. Lorsque, dans le cadre de l'aménagement du Musée National du Rwanda à Butare, j'eus à m'occuper de l'histoire précoloniale, c'est cette carte que j'ai fait figurer, en y apportant quelques légères retouches seulement dans la partie occidentale.]

QUE PENSER DE CE LIVRE ?

Herrschner über tausend Hügel ne contient pas de nouvelles données de terrain. Aussi les points importants que le travail met en évidence se trouvent-ils tous dans la littérature historique et ethnologique récente. Il est utile d'en rappeler les principaux :

● Le Rwanda précolonial n'était pas un royaume centralisé caractérisé par une administration homogène;

- c'est une grossière simplification de présenter la société rwandaise précoloniale comme divisée en groupes "ethniques" figés et strictement hiérarchisés;
- il est nécessaire d'abandonner la rigidité du modèle dichotomique hutu-tutsi pour appréhender la flexibilité de la réalité historique;
- le Rwanda précolonial connaissait une mobilité sociale plus grande que beaucoup d'auteurs ne l'ont pensé;
- la clientèle (ubuhake) n'était pas une institution universelle; elle n'était pas non plus très ancienne dans beaucoup de régions;
- l'idéologie de la royauté, dans l'Etat rwandais précolonial, correspond pour l'essentiel à celle des petits royaumes agricoles antérieurs;
- les principaux leviers du processus de centralisation ont été l'appropriation du contrôle de la terre par une multiplicité d'instances ramifiant à partir de la Cour royale, la désintégration des lignages et la perte de leur autonomie économique;
- jusqu'à la fin du XIXe siècle, la centralisation n'a guère connu de succès dans les régions montagneuses du centre-ouest, du nord-ouest et du nord.

Le mérite d'A.-M. Brandstetter est d'avoir écrit, à partir d'une évaluation critique de la littérature, une synthèse érudite de l'évolution du Rwanda précolonial. Fournissant de références et de notes, l'ouvrage exige une attention soutenue. On peut craindre que les lecteurs pressés, ou peu au courant des travaux sur le Rwanda, ne fassent guère justice à la maîtrise que l'A. en a, la finesse de sa lecture et son souci de la précision. Ayant eu jadis l'occasion de me livrer à une étude critique similaire, je peux apprécier la quantité de labeur que Mme Brandstetter a investi dans son ouvrage. Malgré quelques failles, c'est un travail très sérieux.

L'A. évalue les travaux de ses prédécesseurs avec honnêteté et pertinence. Chaque fois qu'il y a lieu, elle signale les points qu'elle n'a pas pu résoudre,

parce que la littérature est lacunaire ou contradictoire. Elle met le doigt sur le travers dont les études rwandaises ont souffert depuis toujours : celui de confondre des paliers historiques et régionaux différents pour construire un profil unitaire et intellectuellement satisfaisant de telle ou telle institution, de tel ou tel développement. Elle n'est pas tombée dans ce genre d'amalgame, mais a pris grand soin de rapporter à une époque et à une région déterminée les structures et les changements qu'elle décrit, s'abstenant de se prononcer en cas de doute.

QUELQUES REMARQUES

Certes, je ne puis souscrire à toutes les interprétations de l'A. : leur discussion détaillée dépasserait le cadre de ce compte rendu. Je réserverai donc ma critique à quelques points généraux.

Le premier porte sur l'historiographie rwandaise. Evaluant la littérature ethnologique et historique, l'A. se plaît à souligner la césure [p. 8 : "ein frischer Blick", un regard nouveau] des années soixante où anthropologues et historiens remettent en question, chacun à sa manière, certaines idées largement admises jusque-là : l'uniformité des structures politiques du Rwanda précolonial, le caractère monolithique de sa culture, la rigidité de la stratification sociale, l'universalité de la clientèle (ubuhake), l'interprétation fonctionnaliste qui en avait été donnée.

Tout cela est bien correct. Toutefois, séduite sans doute par quelques formules percutantes, l'A. a tendance à exagérer l'importance de la césure et ne fait pas entièrement justice à des travaux antérieurs qui n'étaient nullement inspirés par l'idéologie officielle ou une vision centraliste des choses. Nous pensons en particulier à Historique et Chronologie du Rwanda (Kabgayi, 1956), un recueil de traditions

locales dû à un agent de l'administration belge. Jan Vansina a explicitement reconnu que c'est cet ouvrage qui l'a mené à revoir l'histoire du Rwanda. Mme Brandstetter ne le signale pas. Et il n'y a pas que cet ouvrage. A vrai dire, on pourrait très bien soutenir qu'à partir des années soixante, par-delà de ce que j'appellerais, un peu excessivement certes, la parenthèse Kagame-Maquet, les anthropologues et les historiens renouent avec la représentation beaucoup plus diversifiée que les auteurs antérieurs avaient donnée du Rwanda précolonial.

Un point d'histoire encore : c'est l'anthropologue américaine Helen Codere, dans "Power in Ruanda" (Anthropologica, 1962), que Mme Brandstetter ne signale pas non plus, qui a, la première, remis en cause l'interprétation fonctionnaliste de J. Maquet. Comme quoi l'étiquetage péjoratif du "Rwanda des anthropologues" n'est pas non plus exempt de schématisation.

Il y a d'autres lacunes documentaires. Il est curieux de constater que l'A. ait pu consacrer une section à l'identification de catégories "ethniques" au moyen de caractères physiques, sans même mentionner une seule étude anthropologique de J. Hiernaux, fût-ce pour la contester. Les travaux archéologiques des dernières années (M.-Cl. Van Grunderbeek/E. Roche/H. Doutrelepon 1983; Fr. Van Noten 1983) manquent cruellement dans les sections où il est question du peuplement du Rwanda, des plantes cultivées, de l'élevage, du fer, de l'économie des communautés agricoles, des climatières royaux, etc.

La discussion de la royauté du Busozo aurait avantageusement tiré profit de deux articles d'E. Nteziimana (1980). L'A. eût pu compléter son analyse de l'administration des régions périphériques au XIXe siècle par le cas du Bwisha-Rusenya, région à laquelle R. Vanwallie (1982) a consacré un important article. Comment expliquer enfin que l'A. n'a pas eu l'occasion de consulter deux ouvrages essentiels pour

son propos, et que cependant elle connaît, à savoir : les 54 Enquêtes foncières d'I. Reisdorff (1952), qui abondent en données concrètes sur l'évolution du régime foncier, et les Généalogies de L. Delmas (1950)?

A propos du concept de féodalité, on ne peut que souscrire à la mise en garde générale de l'A. que l'application aux sociétés africaines de catégories conçues à partir d'autres contextes socio-historiques, ne favorise guère la compréhension de leur propre rationalité. Néanmoins, l'interprétation sociologique gardant ses droits, l'A. se sert elle-même avec succès d'un concept comparatif en jugeant le développement de l'Etat rwandais du XIXe siècle à l'aune de l'idéal-type patrimonial de Max Weber.

Sans me faire le défenseur d'une interprétation féodale, je me demande cependant si, pour nuancer le débat, il ne serait pas utile de continuer dans la voie weberienne en distinguant d'une part la féodalité comme une forme de rémunération du cadre administratif par les revenus d'un fief, ce dont on ne peut guère nier l'existence dans le Rwanda pré-colonial; d'autre part, la féodalité proprement politique comportant pour le tenant du fief des droits d'autorité personnels, souvent héréditaires, sur la population qui y vit, réduisant ainsi le pouvoir effectif de l'autorité centrale, ce qui ne correspondait pas à la situation rwandaise, du moins dans la seconde moitié du XIXe siècle.

Malgré quelques imperfections, Herrscher über tausend Hügel offre un excellent exposé synthétique de l'histoire sociale et politique du Rwanda précolonial. Si l'ouvrage ne nous dispense pas de la fréquentation directe des auteurs, il peut être considéré, moyennant certaines réserves, comme un guide fiable dans la multitude des écrits.

Marcel d'HERTEFELT

HANSEN Alain *à la désenchantement de la Coopération, Enquête au pays des mille coopérateurs*, Editions L'Harmattan, Paris, 1989, 176 pages.

Des données objectives bien chiffrées sur les coopérateurs, aussi bien officiels que volontaires, voilà le premier avantage de ce petit livre. Qui savait qu'au pays des mille coopérateurs, il y avait, le 1er janvier 1988, 8 coopérateurs égyptiens, 4 libyens, 15 coréens, et 6 volontaires japonais, mais aussi, pour ne prendre que quelques exemples, 277 coopérateurs belges (112 officiels, 18 coopérateurs militaires, 28 WVOB de statut particulier et 119 volontaires) et 117 coopérateurs français (72 officiels, 17 coopérateurs militaires, 16 AFVP - Volontaires du Progrès - et 12 autres volontaires).

"Aujourd'hui, à l'exception de l'Australie et de la Nouvelle Zélande, tous les pays et tous les organismes multilatéraux qui pratiquent l'aide au développement soutiennent le Rwanda, même si dans le cas de la Grande Bretagne et des pays scandinaves, il s'agit de contributions plutôt symboliques. Le nombre de volontaires, coopérateurs et experts au Rwanda a régulièrement augmenté, pour atteindre aujourd'hui plus de 800 personnes.

L'effectif des missionnaires (catholiques, protestants, musulmans), des commerçants et des entrepreneurs privés (européens et asiatiques) a évolué de la même manière. Si l'on excepte les coopérateurs des pays asiatiques (qui doivent laisser femme et enfants à la maison) et les missionnaires catholiques, tous ces migrants sont accompagnés de leur famille, ce qui porte aujourd'hui à 6.000 personnes environ le nombre d'expatriés au Rwanda.

C'est un effectif relativement réduit, si on le compare avec les communautés blanches de la Côte d'Ivoire, du Kenya, du Shaba ou du Zimbabwe. Cependant, vu la petite taille du pays (et singulièrement de sa capitale), ainsi que le peu d'intérêt que les colonisateurs lui portèrent, ce chiffre est tout à fait remarquable : à la veille de l'indépendance, il y avait moins de 500 blancs au Rwanda !" (p. 16).

Combien de temps ces coopérateurs restent-ils au Rwanda ? Dans quels secteurs travaillent-ils ? Autant de questions qui trouvent réponse non seulement dans des tableaux précis (p. 161-166), mais au long d'un texte plein d'anecdotes et de témoignages vécus.

Car, à part les Ambassades Chinoise et Nord-Coréenne qui n'ont pas donné la possibilité de rencontrer leurs ressortissants, c'est par méthode d'interviews que le jeune coopérateur belge a pu préparer ce travail, résumé d'une thèse de doctorat présentée à l'Université Catholique de Louvain.

Ce qui m'a le plus intéressé à la lecture de ce livre, ce sont les classifications opérées par l'auteur. Ainsi pour la coopération, il distingue trois niveaux : le marché "symbolique" ("développer le Rwanda revient inmanquablement à y diffuser les modèles venus du nord"), le marché professionnel ("il est difficile d'évaluer le nombre de Rwandais occupés dans les projets financés par l'extérieur; plusieurs dizaines de milliers de personnes -et leur famille- sont en tout cas concernées"), et un marché financier considérable "pour les entreprises des pays donateurs ... et pour les entrepreneurs locaux" (p. 28-31).

Autre exemple : les 8 types de coopérateurs : l'africain de toujours; le bon "expère"; le - ou la - "para-missionnaire"; le soixante-huitard assagi; le "révolutionnaire"; le professionnel; le néo-volontaire; le migrant accidentel (p. 54-64).

A signaler encore, pour la finesse des observations dans la vie quotidienne, le chapitre consacré aux relations entre volontaires (environ 1/3 du personnel d'assistance) et coopérants (environ 2/3), ou entre ceux-ci et les rwandais (p. 92-100).

Tout le livre est émaillé de réflexions et de citations prises sur le vif. Cela nous montre comment l'auteur était proche du monde rwandais et de ce qui se disait, pendant les deux années qu'il a passées au Rwanda.

Citons finalement, ce qu'il appelle "le credo coopérant" : "Le Rwanda est pauvre, il a besoin de nous. Le Rwanda est à la traîne du monde moderne, nous devons l'aider. Le Rwanda progresse : c'est que nous sommes là. Le progrès est lent : notre travail n'est pas fini. La conclusion est logique : 'Mes arrières-petits-enfants seront encore coopérants ici. Les blancs ne partiront jamais du Rwanda'" (p. 132).

Guy THEUNIS.

Kigali - Motors

Parc Industriel de GIKONDO
REPARATIONS TOUTS VEHICULES
B.P. 783 KIGALI Rép. Rwandaise Tél. 76594

Courrier des lecteurs

POURQUOI TOUJOURS LE MWAMI ?

En été j'étais en vacances chez nous au Rwanda. Le dimanche, à l'église, j'étais surpris d'entendre qu'on termine encore toujours les prières par "Ku bwa Kristu UMWAMI wacu". J'accepte que Christ est "umwami wacu", je sais que la fête du Christ Roi existe, mais employer ce mot ici n'est pas juste. Je me disais : le kinyarwanda est si riche, ne trouve-t-on vraiment pas un autre mot pour traduire le mot "Dominus" ? Mais je ne suis pas linguiste. De retour ici, j'ai examiné cela de plus près, et demandé comment on le dit dans d'autres langues. Voici quelques exemples :

En latin on dit : "per Christum DOMINUM nostrum" et non "REGEM nostrum";
En français : "par le Christ notre SEIGNEUR" et non "notre ROI";
En néerlandais : "door Christus onze HEER" et non "onze KONING";
En italien : "per il SIGNORE nostro Gesù Cristo" et non "RE nostro";
En anglais on traduit toujours "DOMINUM" par "LORD" et non par "KING";
En allemand on dit "HERR" et non "KÖNIG";
En espagnol on dit "SEÑOR" et pas "REI";
En kirundi : "Ku bwa Yezu Kristu UMUKAMA wacu" et non "UMWAMI wacu";
En kiswahili : "Kwa BWANA wetu Yesu Kristu" et non "kwa MFALME wetu";

Dans le "Dictionnaire Rwandais-Français" de l'Institut National de Recherche Scientifique, tome second, p. 437, on trouve le mot NYAGASANI = litre honorifique donné à Dieu ! Pourquoi ne pas employer

ce terme ? Notre langue est riche, d'autres langues plus pauvres font la différence entre Dominus et Rex. Pourquoi pas la nôtre ?

L. NDIKUBWIMANA.

POUR DE VRAIS SYNODES PUBLICS

Je voulais simplement vous féliciter, avec toute l'équipe de DIALOGUE pour les deux derniers numéros reçus : "Les 30 Ans de la Révolution Rwandaise", et le numéro sur "L'Enseignement". Ce sont des numéros très intéressants; les opinions qui y sont librement exprimées et qui ne convergent pas toutes nécessairement, montrent ce que peut devenir une revue "libre" !

Le Saint-Père va venir au Rwanda. C'est une excellente occasion pour faire un bilan-évaluation de l'Eglise du Rwanda. Bien sûr, nos séminaires sont pleins, même le tout nouveau séminaire à Kabgayi... Mais l'Eglise ne se limite pas au clergé, Dieu merci !

Je suis encore en correspondance avec pas mal de prêtres et de chrétiens du Rwanda, et j'ai d'ailleurs pu y passer une dizaine de jours en juillet-août dernier... Un chrétien engagé dans les structures ecclésiales, m'écrivait récemment : "Nous autres laïcs, nous n'avons pas encore une place bien définie dans l'Eglise du Rwanda... et nous avons finalement peu de choses à dire dans notre Eglise : on nous demande surtout d'obéir !"

Un prêtre me parlait, de "sclérose du clergé". L'expresion est trop forte, à mon avis. Mais peut-être une plus grande transparence est souhaitable dans les "affaires" de l'Eglise. Le public a souvent beaucoup de questions à poser, mais on ne lui en donne pas l'occasion : je songe notamment à la "nomination décommandée de Mgr Muvura" : on a fait le black-out sur cette affaire "ne nominetur in vobis" : "Une question

tue, devient une question empoisonnée" disait Mgr Athénagoras au Concile Vatican II, lorsqu'on a retiré du "débat public" la question du célibat des prêtres... pour un plus grand bien, paraît-il ! Je ne sais si cette "prudence" ecclésias tique a porté ses fruits, lorsqu'on considère que dans les années qui ont suivi, 50.000 prêtres ont quitté le sacerdoce, bien sûr pas tous à cause du célibat...

Voilà, je vous jette à la tête un tas de questions qu'il serait bon d'examiner un jour dans de VRAIS SYNODES PUBLICS OU LES LAÏCS AIENT LA PAROLE ! NE PEUT-ON PAS FAIRE CONFIANCE A L'ESPRIT-SAINT AU LIEU DE VIVRE TOUJOURS DANS UNE RESERVE QUI EST PLUS DIPLOMATIQUE QUE CHRETIENNE ? Le premier Concile de Jérusalem et l'affrontement de Pierre et de Paul, ont été salutaires pour un élargissement "catholique" de fait (et pas seulement de droit !) de la primitive Eglise qui risquait de s'enliser dans ses racines juives !

Il y a plus de dix ans, certains diocèses se sont mis en état de synode. Et depuis ??? Les problèmes de justice sociale et ceux que posent les famines chroniques sont aussi à affronter... Peut-être trouverez-vous que pour un moine, je penche du côté de Savonarole !!! Péguy disait : "PRIER, SANS ETRE DECIDE A SE BATTRE, C'EST MAL ELEVE". Et Frère Roger de Taizé, qui vient de rassembler plus de 50.000 jeunes à Wroclaw en Pologne, a comme devise "LUTTE ET CONTEMPLATION".

Bon travail et bon courage !
Raymond DELPORTE.

GATAGARA: IL Y A TRENTE ANS

Il y a trente ans l'Abbé Joseph Fraipont fondait le Home de la Vierge des pauvres à Gatagara. Quand, au siècle dernier, en 1873, le Père Damien résolut, non

seulement de s'occuper des lépreux, mais aussi de vivre avec eux, de les soigner, de les remettre en condition humaine tout en leur proposant de vivre l'Evangile, il suscita d'abord l'étonnement, puis l'admiration accompagnée d'une prise de conscience.

Nous pouvons penser et dire les mêmes choses de l'Abbé Fraipont-Ndagijimana. Dès 1957 il découvrait la situation lamentable que vivaient au Rwanda, de jeunes handicapés souvent victimes de la polio. L'un d'eux disait : "Nous étions méprisés, considérés comme inutiles, comme des parasites gênants, voire insupportables... et l'Abbé Fraipont est venu..."

Nous connaissons son oeuvre : assurer les soins qui permettent aux handicapés d'être remis debout, mais aussi et surtout, en faire des hommes et des femmes à part entière. A travers l'accueil et le respect de chacun, il témoignait en paroles et en actes, du message de l'Evangile.

A partir de là, au fil des ans, avec l'aide des collaborateurs rwandais et étrangers, d'un Gouvernement toujours bienveillant et d'une Eglise qui l'encourageait, il édifia un home qui, peu à peu, devint village. Grâce aussi à des services sociaux, et à la fondation de multiples centres d'accueil, dont les plus importants sont ceux de Rwamagana et de Kigali, le rayonnement du premier home s'étendit à tout le Rwanda.

Services médicaux, écoles diverses pour la formation et l'apprentissage, ateliers, foyers, souci des aveugles, des sourds-muets, toute une infrastructure a permis et permet encore aujourd'hui de restituer à la société rwandaise des hommes et des femmes jusqu'alors marginaux. Ce sont ces visages, éclairés par de larges et francs sourires, que l'on découvre avec émotion au home de la Vierge des pauvres sur la colline de Gatagara. Et puis encore... Suivant la merveilleuse doctrine vécue de l'Abbé Pierre, ce sont des handicapés aînés qui se mettent au service de

leurs jeunes frères et sœurs. "Si tu veux sortir de ta misère, commence par aider un autre à en sortir". "Se perdre pour se trouver" dit l'Evangile.

Le retournement des mentalités dans tout le Rwanda vis-à-vis de la personne handicapée est un des résultats les plus surprenants obtenu par l'exemple et l'action de cet homme que les hautes Autorités du pays ont voulu honorer de son vivant en lui décernant la nationalité rwandaise. Ses amis rwandais le surnomment "NDAGIJIMANA" c'est-à-dire littéralement "je confie tout à Dieu". Et c'était là sa prière, c'était aussi ce qu'il répondait lorsque ses collaborateurs lui disaient leur inquiétude de ne pouvoir exécuter, faute de moyens, les initiatives audacieuses qu'il entreprenait : "Dieu y pourvoira !"

A partir de Gatagara, la foi d'un prêtre, sans diminuer le grand mérite de ses si dévoués collaborateurs, a permis de renverser des montagnes d'indifférence, d'inquiétude, voire de mépris.

Cette oeuvre merveilleuse du Seigneur réalisée à travers la confiance active d'un homme sera commémorée à la demande d'amis rwandais, par l'érection d'un modeste monument dans l'enceinte de Gatagara le 28 mai prochain, à l'occasion du 30e anniversaire de la fondation.

Chanoine ERNOTTE.

P.S. Je profite de l'occasion pour féliciter tous les collaborateurs de DIALOGUE pour la qualité de la revue et de ses articles.

LES DECORATIONS

Je lis depuis des années votre revue. Les articles sont de haut niveau et, fait peut-être unique en

Afrique, montrent qu'il y a une certaine liberté de presse au Rwanda. Je félicite les autorités du pays qui permettent, acceptent et souvent encouragent le dialogue.

Je lis aussi le courrier des lecteurs. Je me dis parfois : pourquoi ne pas écrire ce que toi tu penses ? Voilà ça y est... Je voudrais dire un petit mot des "décorations"... Ce n'est peut-être pas un problème capital au Rwanda, d'accord, mais quand on y regarde d'un peu plus près, on y voit un esprit qui risque d'être malsain, et c'est ça qui me choque.

LES OUBLIES

Je trouve que beaucoup de décorés ont bien mérité leur décoration. Ils se sont donnés au pays, c'est vrai. Mais certains autres... ? Et puis, sur quoi se base-t-on pour décorer une personne ? Y'a-t-il une échelle des valeurs ?

- Je connais un enseignant qui est très souvent soulé devant sa classe. Il reçoit sa décoration parce qu'il a autant d'années de "service".
- Il y a des catéchistes qui ont beaucoup plus d'années de service et qui ont "éduqué" un peuple ! Rien pour eux...
- Tel mukuru w'inama qui se donne depuis des années à sa communauté de base. Rien !
- Tel paysan qui est un exemple pour les autres, telle mère de famille qui a bien éduqué une famille nombreuse ? Doit-elle être membre active de l'ONAPO pour espérer être décorée ?

Personne ne peut contester le grand rôle joué par l'Eglise catholique dans le développement du pays. Monsieur le Président l'a déjà souvent dit, et avec raison. Mais ce ne sont pas SEULEMENT les grands constructeurs qu'on peut admirer, ou ceux qui ont

fondé des écoles, ou lancé des coopératives de toutes sortes qui ont des mérites !

Tel prêtre, rwandais ou missionnaire, qui pendant des années, a simplement prêché l'Evangile de Jésus-Christ, la charité, la paix, le sens de la vérité ou la justice sociale, qui a dit, comme Jésus, que les gens doivent s'aimer en famille et sur la colline, qu'ils doivent s'entraider, n'a-t-il rien fait pour le pays ? Et pourquoi les Evêques cherchent-ils alors pour leurs diocèses des Carmélites, des Clarisses et autres ordres contemplatifs, qui aux yeux du monde ne font rien (de visible) ?

Et telle religieuse qui travaille jour et nuit dans un hôpital ou un dispensaire, depuis 30 ou 40 ans, et qu'on peut appeler jour et nuit... On la remarque moins que celle qui dirige une école secondaire ou un ouvroir ! Ce n'est pas seulement ce qui frappe aux yeux, et ce qu'on peut montrer aux étrangers ou aux touristes qui a de la valeur pour le pays...

PENSONS AUX HUMBLÉS !

Reconnaissons le mérite des humbles, de ceux et de celles qui travaillent sans se faire remarquer (ou admirer), de ceux et de celles qui se donnent pour éduquer un peuple, admiré en Afrique et ailleurs pour son esprit de paix, de progrès et de bonheur. Ce ne sont pas les macadams, combien nécessaires, ni les bâtiments publics qui ont donné cet esprit, mais les hommes et femmes qui ont prêché l'Evangile de Jésus-Christ et l'ont vécu.

REFUSONS les décorations, bien méritées parfois, AUSSI LONGTEMPS qu'on ne reconnaît pas, et pas seulement dans les discours, les mérites des pauvres et des humbles !

Luc LEBRUN.



NAHV RWANDA SARL

PEUGEOT

MITSUBISHI

HONDA

PHILIPS

B.P. 626 Kigali
Tél.: 5449 - 5458 - 5655 - 6978
Dépt véhicules
Tél.: 5333 - 5338

La revue Dialogue est une revue d'information et de réflexion.
Elle paraît tous les deux mois.

DIALOGUE aborde tous les problèmes économiques, sociaux, culturels, politiques, religieux et autres, qui intéressent surtout le Rwanda.
Sans être l'organe officiel d'une Eglise, Dialogue envisage les problèmes traités dans une perspective chrétienne.

DIALOGUE - B.P. 572 KIGALI Téléphone 74178

A. REDACTION ET ABONNEMENT
Encinte de Kinyamateka

B. TARIF D'ABONNEMENT

RWANDA	ETRANGER
• Abonnement ordinaire: 1000 Frw. • Abonnement étudiant: 800 Frw. • Abonnement de soutien: 1500 Frw. • Abonnement de groupe: 4000 Frw. (5 personnes)	• Burundi: 2500 Fbu. • Afrique } 3000 Frw. ou 1500 F belges • Europe } 60 F suisses • Amérique } 3500 Frw. ou 45 \$ US • Asie }

C. MODE DE PAIEMENT.

RWANDA	ETRANGER
• B.C.R. N° 3778/92 Kigali • Mandat postal, DIALOGUE, B.P. 572 Kigali • Economats Généraux • Gemeca - Procure Kigali • Bureaux DIALOGUE (agence Kinyamateka)	• Belgique: CCP 000 - 1495122 - 61 Pierre Masson, Bruxelles • Suisse: CCP 17 - 2941 - 6, Revue DIALOGUE Rwanda • R. AEBISCHER, Fribourg - Suisse

D. VENTE AU NUMERO: Prix 200 Frw.

A Kigali: Librairie Caritas - Hôtel des Diplomates - Hôtel des Mille Collines - Alirwanda - Centre National de Pastorale St Paul - Club Rafiki - Galerie Ikirezi - CEECFR - Village Urugiro - Librairie EPR.
A Butare: Librairie Universitaire - Economat Diocésain.
Ailleurs: Economat Diocésain de Byumba - Hôte St François à Cyangugu - Hôtel Méridien Boutique Isimbé à Gisenyi - Alimentation Générale à Gitaruma - Librairie Caritas Diocésaine de Kabuye - Economat Diocésain de Kibungo - Librairie de Nyundo - Economat Diocésain de Ruhengeri - Centre Culturel Français de Ruhengeri.